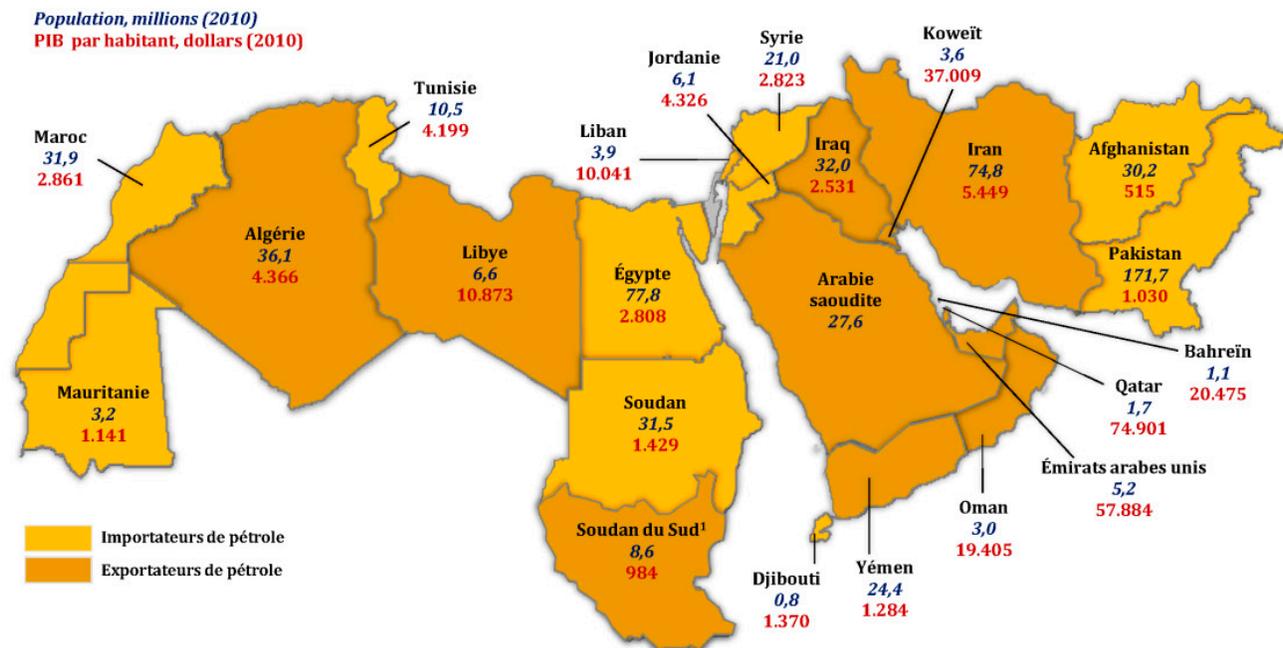


Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan



Sources : FMI, base de données des *Perspectives économiques régionales*; Microsoft Map Land.

Note : Les noms des pays et leurs frontières telles qu'elles apparaissent sur cette carte ne reflètent pas nécessairement la position officielle du FMI.

¹Le Soudan du Sud est devenu un État indépendant en juillet 2011; les données pour 2010 sont des estimations de population et de RNB par habitant.

1. Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : les avantages de la montée des cours sur fond de risques grandissants

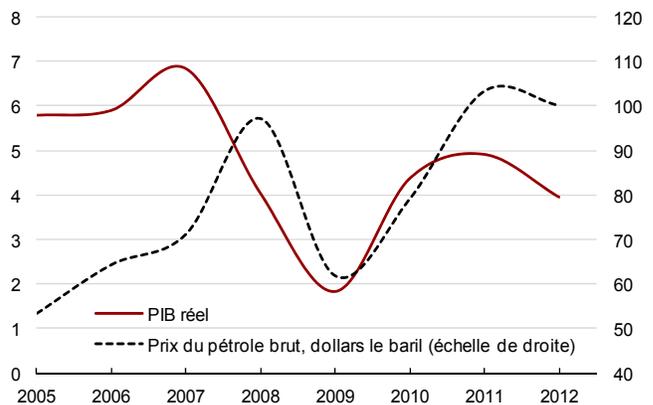
Les prix élevés du brut ont été bénéfiques aux pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP en stimulant l'activité économique, directement et indirectement, grâce à l'espace budgétaire créé qui a permis d'augmenter plus facilement les dépenses en 2011–12. Des politiques budgétaires et monétaires accommodantes restent appropriées dans la plupart des pays du fait du caractère encore fragile de la reprise, de la faiblesse de la remontée du crédit et de l'absence de signes de surchauffe. Ces politiques devront être revues, à plus longue échéance, pour permettre de mieux lisser la consommation et amortir les chocs, assurer la viabilité à long terme et soutenir la stabilité financière. Les réformes structurelles devraient viser à favoriser la diversification, générer des emplois et multiplier les débouchés économiques.

Maintien d'une reprise graduelle

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP vont voir leur PIB progresser de près de 5 % en 2011, puis se modérer en 2012. Cette croissance est principalement induite par le niveau élevé d'activité observé dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) dont le PIB devrait progresser de 7 % en 2011. Ces pays ont été pour l'essentiel protégés des effets négatifs de l'agitation sociale qui a secoué la région et ils ont bénéficié de la hausse des prix du pétrole (31 % par rapport à 2010) et d'un accroissement des volumes d'exportation. De plus, l'Arabie saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis ont augmenté leur production pétrolière pour compenser la baisse de production de la Libye, tandis que le Qatar a accru ses capacités de production de gaz naturel liquéfié. Ces initiatives ont eu des retombées positives qui ont contribué à stabiliser les marchés internationaux de l'énergie (annexe 1.1).

Cette évolution globale est induite, dans une large mesure, par les fluctuations de la production et des prix pétroliers (graphique 1.1). Après le repli accusé en 2009, la croissance du PIB pétrolier s'est redressée en 2010 et elle devrait s'accélérer pour un temps en 2011 sous l'effet du déficit de production libyen et de la hausse des cours du pétrole¹. En revanche, la croissance hors pétrole devrait rester relativement stable et se situer aux alentours de 4½ % jusqu'à la fin de 2012 (graphique 1.2).

Graphique 1.1
La reprise se poursuit, portée par les cours élevés du pétrole
(Croissance du PIB réel, en pourcentage)



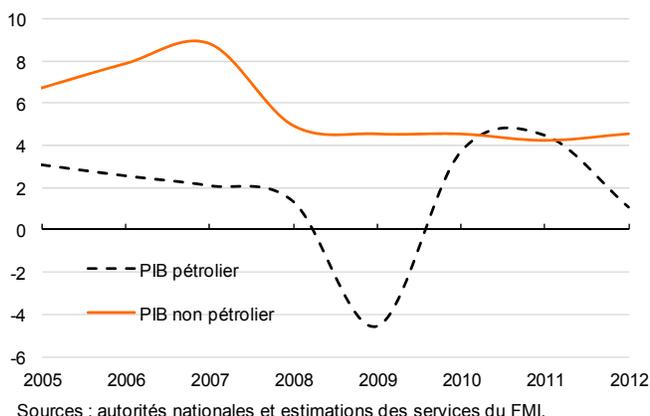
Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Chapitre préparé par Adolfo Barajas avec le concours des équipes chargées des pays concernés.

¹Les données excluent la Libye à partir de 2011, du fait des fortes incertitudes entourant le conflit qui secoue le pays et son éventuelle résolution.

L'accroissement des recettes pétrolières a élargi, à son tour, l'espace budgétaire dans les pays du CCG, et facilité ainsi l'engagement de nouvelles dépenses pour accélérer la réalisation des objectifs sociaux et la poursuite des investissements publics à plus long terme. L'activité non pétrolière devrait, de ce fait, augmenter de 5¼ % en 2011–12. L'exception à ces perspectives d'évolution globalement favorables dans les pays du CCG est constituée par Bahreïn, où les mouvements de

Graphique 1.2
Fortes fluctuations du PIB pétrolier, mais stabilité du PIB non pétrolier
(Croissance du PIB réel, en pourcentage)



contestation ont provoqué des perturbations dans les transports, le tourisme, le bâtiment et le secteur financier, qui se sont traduites par un ralentissement de la croissance du PIB à 1½ %.

D'autres pays exportateurs de pétrole de la région ont été touchés par divers chocs internes. Le conflit intérieur libyen a eu des effets dévastateurs sur l'activité économique en 2011 et même sur la base d'hypothèses assez optimistes, la reprise ne sera que partielle en 2012 (encadré 1.1). L'indépendance du Soudan du Sud va avoir pour effet de réduire considérablement les recettes pétrolières du Soudan et de brider fortement la relance budgétaire à court terme (encadré 1.2). Au Yémen, la crise politique et les dommages à un important oléoduc pèsent lourdement sur la croissance. En Algérie, un arrêt de la production des principales raffineries pour des raisons techniques devrait contribuer, en 2011, à une baisse de 1½ % du PIB pétrolier qui est compensée par une forte activité non pétrolière, stimulée par la poursuite de la politique de relance budgétaire. Enfin, la réforme ambitieuse des subventions énergétiques lancée en Iran à la fin de 2010 devrait se traduire par un ralentissement de l'activité économique, les entreprises devant s'adapter à un contexte de hausse marquée des prix de l'énergie. Cet effet négatif semble toutefois atténué, jusqu'à un certain point, par les paiements compensatoires effectués au profit des ménages qui alimentent la demande intérieure.

Maintien de l'expansion budgétaire, et nouvelle impulsion dans le secteur social

L'espace budgétaire s'élargissant, plusieurs pays ont annoncé, au début de l'année, des programmes de dépenses couvrant un large éventail de mesures comprenant notamment des subventions, des dépenses salariales et des investissements (tableau 1.1) qui, dans la plupart des cas, viennent s'ajouter aux initiatives de relance déjà engagées. Il convient particulièrement de noter les trains de mesures pluriannuelles de dépenses annoncés par l'Arabie saoudite en février et mars (représentant 19 % du PIB de 2011). Le gros des dépenses de 2011 prend la forme de transferts ponctuels aux employés du secteur public et aux institutions chargées du financement

Tableau 1.1
Nouvelles mesures de dépenses annoncées en 2011
(Pourcentage du PIB)

		Mesures de dépenses adoptées et prévues pour 2011 et 2012				
		Salaires	Subventions	Autres dépenses courantes	Dépenses en capital	Impact total des mesures
Algérie	2011	1,5	3,0	...	...	4,5
Arabie saoudite	2011	0,7	0,3	4,4	...	5,5
	2012	0,4	...	...	1,2	1,7
Iraq ¹	2011	2,9	0,7	...	...	3,6
	2012	1,4	...	...	...	0,7
Koweït	2011	...	...	2,8	0,4	3,2
	2012	...	...	...	0,5	0,5
Oman	2011	1,2	...	0,4	2,5	4,0
	2012	1,0	...	0,3	2,5	3,9
Qatar ²	2011	...	...	...	...	...
	2012	3,0	...	...	...	3,0

Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

¹Dans le cas de l'Iraq en 2012, l'impact des mesures de dépenses est en partie compensé par une mesure augmentant les recettes de la taxe professionnelle de 0,7 % du PIB.

²Estimations préliminaires de la mesure annoncée en septembre 2011.

du logement, des prestations sociales et des petites et moyennes entreprises. Durant les années à venir, les crédits viseront surtout les dépenses en capital et le secteur du logement. D'importants programmes de dépenses ont été annoncés en Algérie, où les subventions aux aliments et au logement ont été augmentées de 3 points de PIB et plusieurs initiatives ont été prises en faveur de l'emploi. L'Iraq a annoncé de nouveaux crédits de l'ordre de 3½ % du PIB en 2011 et de près de 1 % du PIB en 2012, pour l'essentiel affectés aux salaires du secteur public. Le Koweït a accru, cette année, d'environ ¾ % du PIB, ses programmes de dépenses destinés principalement à financer des transferts aux ménages : tous les Koweïtiens bénéficient, au titre de la subvention Amiri, d'une allocation de 3.600 dollars et de la gratuité des produits alimentaires essentiels pendant 18 mois à partir de février 2011. Le reste des concours budgétaires est consacré aux investissements productifs dans le cadre du plan de développement. En septembre, le Qatar a annoncé, pour 2012, de fortes hausses des traitements et des retraites du secteur public, estimées à plus de 3 % du PIB.

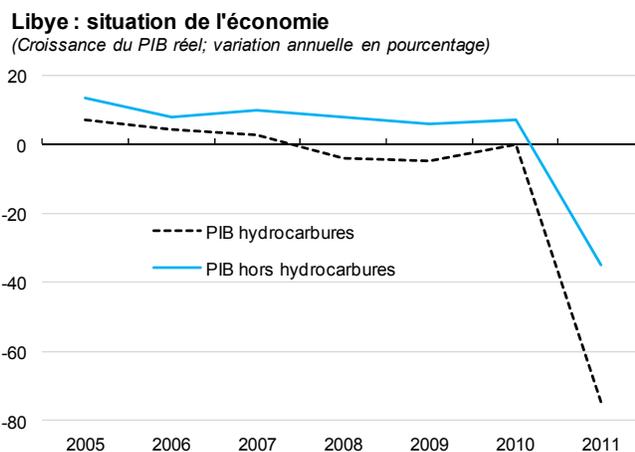
En conséquence, les déficits budgétaires hors pétrole de l'ensemble des pays exportateurs de brut de la région MOANAP devraient se creuser de plus de 2½ points de PIB non pétrolier en 2011, puis ne diminuer que de 2 points en 2012. L'évolution cyclique est encore plus prononcée dans les pays du CCG. Là, le déficit hors pétrole doit s'alourdir de plus de 5 points du PIB non pétrolier en 2011, puis se rétrécir de près de 5 points en 2012. Au terme de plusieurs années successives d'accroissement de dépenses, en 2011, ces pays afficheront un déficit hors pétrole supérieur de 10 points de PIB non pétrolier à celui de 2008 et, écart étonnant par son ampleur, de 24 points à celui de 2006 (graphique 1.3). Le Soudan et le Yémen, en revanche, disposent d'une marge de manœuvre budgétaire limitée, d'autant que leurs recettes pétrolières sont en repli. Leurs dépenses resteront, en 2011, bien en-deçà des

Encadré 1.1

Révolution libyenne : impact économique et défis à relever

La révolution libyenne semble proche de son dénouement. Suite aux violences, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté des sanctions économiques à l'encontre du pays le 26 février, puis les a renforcées le 17 mars. Le conflit a eu de graves répercussions sur une activité économique qui est fortement tributaire des hydrocarbures, leur contribution au PIB et aux exportations dépassant, respectivement, 70 % et 95 %. La production de brut qui s'élevait à 1,65 million de barils par jour a presque

cessé; elle accusait en juin une baisse d'environ 95 % par rapport à la même date l'année précédente. Les sanctions internationales et le refus d'accès aux devises qui en est résulté ont limité la capacité à financer les importations de biens et de services et provoqué ainsi de graves perturbations dans les secteurs autres que celui des hydrocarbures. Le PIB réel devrait diminuer de plus de 50 % en 2011 (voir graphique).



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Le conflit libyen a eu de profondes répercussions dans le monde entier et sur les pays voisins. Avant qu'il n'éclate, la Libye représentait 2 % de la production pétrolière mondiale et l'arrêt de ses exportations a provoqué un déficit temporaire sur le marché mondial. Le pays accueillait en outre environ 1½ million de travailleurs expatriés (principalement originaires d'Égypte et de Tunisie) et le retour de ces expatriés chez eux a réduit le volume des envois de fonds et accru le nombre déjà important de chômeurs que comptaient les pays voisins de la Libye¹. D'une manière plus générale, l'intensification des turbulences régionales due au conflit libyen a exercé un effet dissuasif sur les touristes et les investisseurs de la région.

La fin du conflit peut ouvrir la voie à un rebond économique, encore que la remise en état du complexe pétrolier risque de prendre énormément de temps. Si la priorité immédiate est d'éviter une crise humanitaire, il est aussi crucial de relancer la production d'hydrocarbures et de mettre en œuvre un programme de reconstruction et de réforme qui inclura des mesures visant à stabiliser la monnaie, le rétablissement d'un système de paiements et le lancement de réformes institutionnelles propres à soutenir une croissance solidaire et durable.

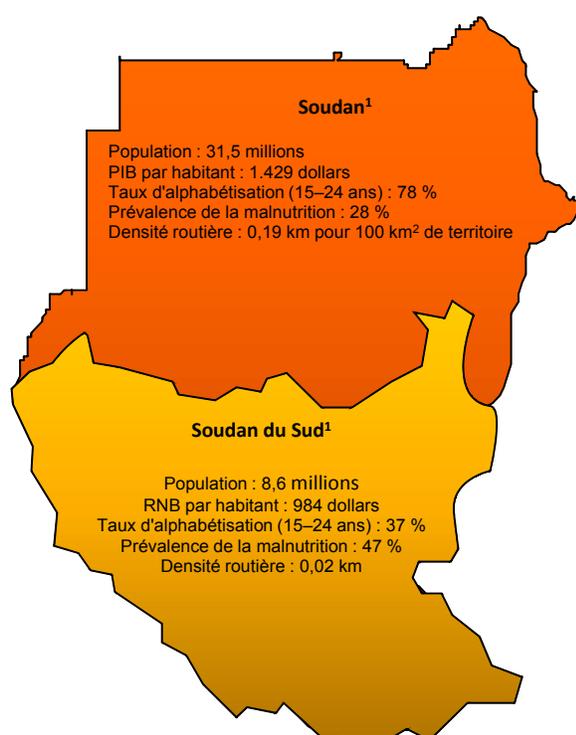
Encadré préparé par Ahmed Al-Darwish, Serhan Cevik, Ralph Chami et Joshua Charap.

¹Selon les estimations, les travailleurs migrants qui ont dû retourner dans leur pays d'origine représentent 2 % de la population active en Tunisie, 1,6 % au Niger, 1,1 % au Tchad et 0,5 % en Égypte.

Encadré 1.2

Le Soudan et le Soudan du Sud : au-delà de la partition

Le Soudan du Sud est devenu un État indépendant le 9 juillet 2011, lorsqu'il s'est officiellement séparé du Soudan après des décennies de guerre civile. Le Soudan va devoir faire face à la perte de 75 % de la production pétrolière au profit du Soudan du Sud, où se trouve la majorité des gisements¹. Le Soudan du Sud tire 98 % de ses recettes publiques du pétrole, qu'il doit transporter par des oléoducs qui traversent le Nord. Mais la production de brut risque de chuter rapidement à mesure que s'épuiseront les réserves connues. Les deux pays devront chercher d'autres sources de croissance que le pétrole à l'avenir.



Source : CIA, *The World Factbook*.

Note : Les frontières sur cette carte ne rendent pas nécessairement compte de la position officielle du FMI.

¹ Estimations basées sur les données fournies par les autorités nationales et les services du FMI. Le PIB combiné des deux pays pour 2010 est estimé à 65 milliards de dollars.

Au Soudan, un accroissement très sensible de la production pétrolière au cours de la dernière décennie a dopé les taux de croissance, amélioré les niveaux de vie et généré des recettes, mais l'effet d'entraînement sur le secteur non pétrolier a été limité, ce qui explique qu'une grande partie de la population vit dans la pauvreté (voir la carte). À moins que ne soient découverts de nouveaux gisements, les recettes pétrolières du Soudan devraient accuser un net repli, ce qui ne fera qu'aggraver les déséquilibres internes et externes. Étant donné que le pétrole contribuait à la moitié des recettes publiques et à 90 % des exportations avant la partition, une diversification de l'économie s'impose. Dans cette optique, le développement de l'agriculture et des industries légères offre un potentiel de croissance considérable. Le secteur des services et les industries extractives autres que celles liées au pétrole, comme l'exploitation de mines d'or, pourraient aussi jouer un rôle. Le Soudan devra faire preuve de rigueur budgétaire en rationalisant ses dépenses non prioritaires, réduisant ses subventions énergétiques et

Encadré préparé par Alberto Behar et Lisa Dougherty-Choux.

¹ Aux termes de l'Accord de paix global de 2005, les recettes pétrolières tirées des gisements situés dans le sud du pays devaient être équitablement réparties entre le Soudan et le Soudan du Sud. L'étendue du partage des recettes à l'avenir et les conditions fixées pour le transit du pétrole doivent être négociées.

renforçant ses recettes budgétaires. Avec une dette extérieure d'environ 39 milliards de dollars fin 2010, le Soudan est surendetté depuis de nombreuses années.

Le Soudan du Sud a présenté une demande d'adhésion au FMI (le Soudan en est déjà membre) et il bénéficie d'une assistance technique. Il se trouve à un stade de développement très peu avancé, sa notation étant inférieure à celle de la plupart des pays d'Afrique subsaharienne au regard de presque tous les indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement². Ses niveaux de capital humain et physique sont extrêmement faibles — ses taux d'alphabétisation et de densité routière sont inférieurs à ceux des pays voisins malgré des niveaux de revenu plus élevés. Le revenu par habitant du Soudan du Sud, qui se situe à environ 1.000 dollars, représente plus du double de la moyenne des pays voisins. Cette différence ne tient toutefois qu'à l'accroissement récent de la production pétrolière qui apporte actuellement les deux tiers du PIB. La production a déjà commencé à reculer par rapport au pic d'environ 360.000 barils par jour atteint en 2009, et en l'absence de nouvelles découvertes ou d'une meilleure récupération, elle va sans doute diminuer de moitié d'ici 2020.

Il reste donc une courte période pour exploiter au mieux la manne pétrolière. Les capacités d'absorption étant toutefois limitées, les investissements doivent être effectués progressivement, en épargnant par ailleurs la richesse pétrolière et en améliorant les capacités. Dans l'immédiat, le pays doit s'employer à établir la crédibilité de son action macroéconomique, y compris de ses opérations monétaires.

La prospérité des deux pays dépendra en grande partie du renforcement de leur coopération économique. Dans le cadre des efforts internationaux déployés pour leur venir en aide, le FMI joue un rôle consultatif de premier plan en matière d'opérations de banque centrale, de gestion des finances publiques et d'élaboration des politiques macroéconomiques.

²Voir FMI, édition d'avril 2011 des Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, encadré 1.2.

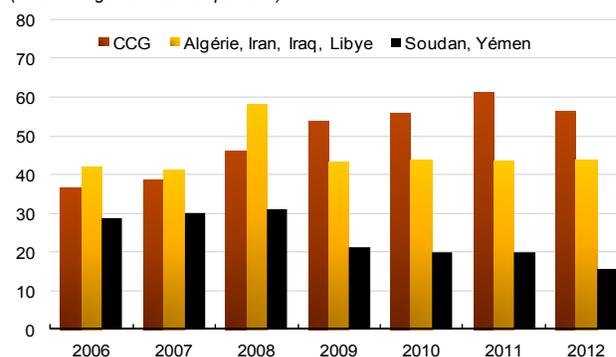
niveaux atteints avant la crise (graphique 1.4)². Le Soudan devrait connaître une contraction des dépenses de 3½ points de PIB sur la période 2011–12 et le Yémen opérera une nette réduction, surtout dans le domaine des infrastructures.

Les soldes extérieurs et budgétaires s'améliorent en dépit de l'augmentation des dépenses

D'après les niveaux de prix et de production actuellement prévus, l'accroissement des recettes pétrolières devrait largement compenser les niveaux élevés de dépenses publiques. Le solde budgétaire global des pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devrait s'améliorer de près de 2 points en 2011 pour atteindre 4½ % du PIB avant de diminuer d'un point en 2012. Comme prévu, les améliorations observées en 2011 seront plus marquées pour les pays du CCG et atteindront globalement 3½ points de PIB (graphique 1.5).

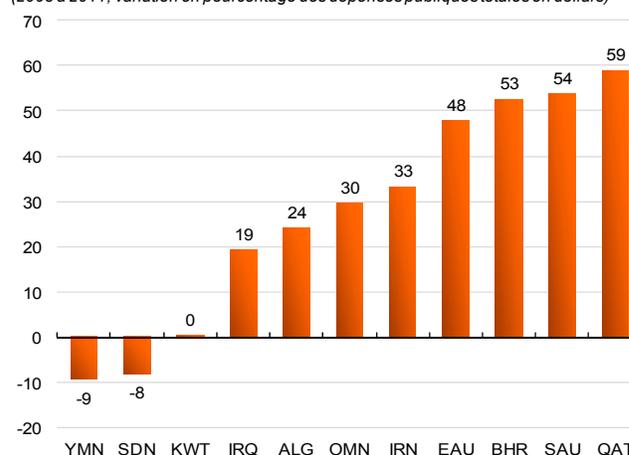
De même, les recettes des exportations pétrolières devraient augmenter plus rapidement que les dépenses consacrées aux importations. Le solde des transactions courantes devrait s'améliorer de plus de 4 points et s'élever à 15 % du PIB avant de diminuer en 2012 pour l'ensemble des pays exportateurs de pétrole et de 5½ points pour ceux du CCG (graphique 1.6).

Graphique 1.3
Les déficits budgétaires hors pétrole se sont creusés dans la plupart des pays
(Pourcentage du PIB non pétrolier)



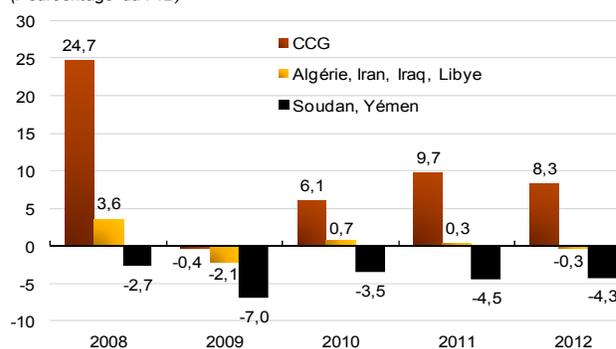
Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Graphique 1.4
La plupart des pays exportateurs de pétrole ont augmenté leurs dépenses
(2008 à 2011; variation en pourcentage des dépenses publiques totales en dollars)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

Graphique 1.5
Les soldes budgétaires s'améliorent dans la plupart des pays malgré l'accroissement des dépenses
(Pourcentage du PIB)

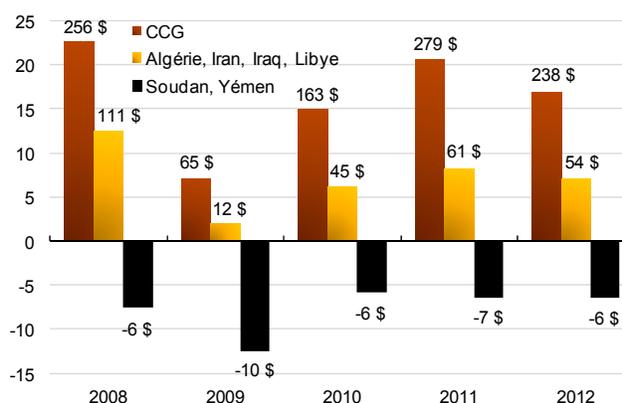


Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

²Les dépenses du Koweït n'ont augmenté que de 1 % par rapport à 2008 en raison principalement d'un important paiement effectué pour recapitaliser la sécurité sociale cette année-là. Si l'on exclut ce paiement et un autre moins important effectué en 2011, le niveau des dépenses en 2011 est supérieur de 25 % à ce qu'il était en 2008.

L'amélioration du solde des transactions courantes permettra aux pays exportateurs de pétrole de renforcer leur position extérieure, le solde de leurs comptes de capital et d'opérations financières culminant à 163 milliards de dollars en 2011, soit un chiffre supérieur de plus de 60 % à celui enregistré en 2008 et cinq fois plus élevé que la moyenne des années 2000 à 2005. Cette évolution s'explique surtout par les pays du CCG, dont les investissements extérieurs nets — y compris ceux de fonds souverains — ont atteint 174 milliards de dollars en 2011. Les pays non membres du CCG enregistreront, en revanche, une entrée nette de capitaux de 11 milliards de dollars, soit un volume du même ordre que celui reçu en 2010.

Graphique 1.6
Les soldes courants continuent de s'améliorer
 (Pourcentage du PIB et milliards de dollars)



Sources : autorités nationales et estimations des services du FMI.

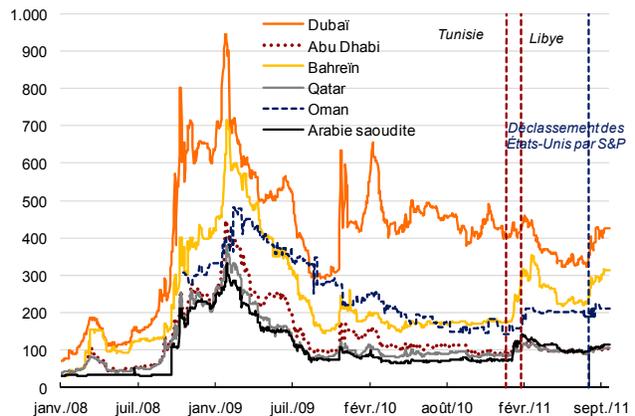
Outre qu'ils alimenteront les flux d'investissements étrangers vers le reste du monde, les pays exportateurs de pétrole — et ceux du CCG en particulier — continueront d'avoir des effets d'entraînement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région MOAN, par l'intermédiaire de leurs importations et des envois de fonds. Les pays du CCG contribuent à environ 10 % des envois de fonds effectués dans le monde et leurs importations représentent près de 3 % des importations mondiales.

La situation financière laisse présager une augmentation des risques régionaux et mondiaux

Malgré les perspectives d'évolution généralement favorables pour ces pays, les soulèvements du Printemps arabe, au début de 2011, et les problèmes de dette souveraine dans la zone euro et aux États-Unis ont entraîné un accroissement du risque souverain qui se reflète dans les écarts des contrats sur risques de défaut (CDS). Ces écarts se sont creusés pour tous les pays au premier trimestre de 2011, et à nouveau au début du mois d'août, bien que dans de moindres proportions qu'après la faillite de Lehman Brothers et la crise financière de Dubai World. C'est Bahreïn qui a été le plus touché avec un accroissement des écarts de plus de 180 points de base entre la mi-janvier et la mi-mars, puis de 60 points de base pendant les deux premières semaines d'août. Les chocs de 2011 ont interrompu, pour tous les pays, une réduction progressive des écarts amorcée début 2009, époque à laquelle ceux-ci avaient atteint des niveaux records. Jusqu'à présent, aucun risque-pays n'a retrouvé le niveau auquel il se situait avant la faillite de Lehman Brothers (graphique 1.7).

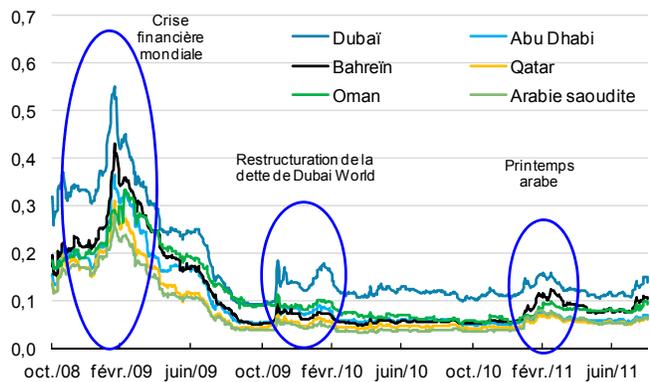
On peut mesurer la probabilité qu'un pays donné subisse les répercussions des difficultés financières rencontrées dans d'autres pays de la région à l'aide d'un «coefficient de contagion» calculé à partir des écarts de CDS³. Cet indicateur montre trois épisodes distincts pendant lesquels les effets de contagion ont été amplifiés au niveau mondial ou régional : 1) la faillite de Lehman Brothers qui a porté le coefficient de contagion à près de 60 % pour Dubaï, plus de 40 % pour Bahreïn et 30 % pour l'Arabie saoudite; 2) la crise financière de Dubaï World qui l'a porté à 20 % pour Dubaï et l'a fait légèrement monter pour Abu Dhabi et Bahreïn, et 3) le Printemps arabe qui l'a porté à 10 %, voire plus, pour plusieurs pays en février 2011 (graphique 1.8). En décomposant le coefficient de contagion, on constate que deux pays — Bahreïn et l'Égypte — ont été à l'origine d'environ un tiers des répercussions financières subies dans la région au début de l'année. La plupart des marchés boursiers ont aussi reculé en 2011, marquant une interruption dans la reprise régulière qui avait commencé au second semestre de 2010. Comme le creusement des écarts de CDS, la forte baisse des marchés boursiers a été liée aux événements qui ont entouré le Printemps arabe au premier trimestre de 2011, aux problèmes de la dette de la zone euro et au déclasserment de la notation américaine, début août. Fin septembre, les indices boursiers étaient encore à des niveaux bien inférieurs à ceux qu'ils avaient atteints avant la crise de Lehman Brothers, le recul atteignant 70 % dans le cas de Dubaï (graphique 1.9).

Graphique 1.7
Des niveaux de risque souverain encore élevés
(Écarts de CDS; points de base : 1^{er} janv. 2008–26 sept. 2011)



Source : Markit.

Graphique 1.8
Pays du CCG : Coefficient de contagion des tensions financières dans d'autres pays de la MOANA
(Probabilité)



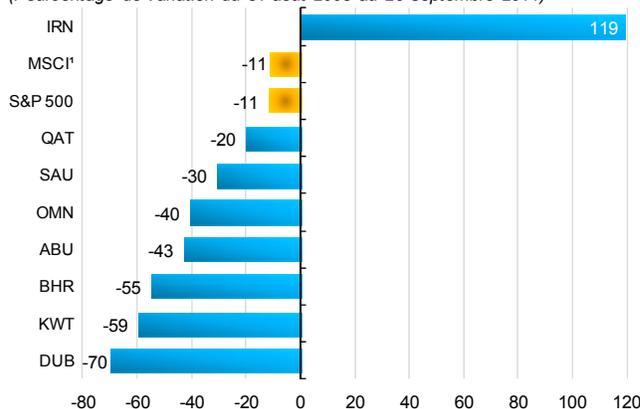
Sources : Markit et calculs des services du FMI.

³Sur la base d'une analyse menée par Arthur Ribeiro da Silva. Pour une description complète de la méthode et des données employées, voir l'étude du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI intitulée *Gulf Cooperation Council: Enhancing Economic Outcomes in an Uncertain Global Economy*, chapitre 5, «Credit Default Swaps and Distress Dependence in the GCC», octobre 2011. Plus précisément, le coefficient de contagion du graphique 1.8 mesure le degré auquel un pays donné pourrait subir l'effet de contagion des tensions dans un groupe de 12 pays (10 pays de la région MOAN, plus le Kazakhstan et le Pakistan).

L'Iran fait exception dans ce domaine puisque son principal indice boursier a augmenté rapidement et régulièrement depuis le creux enregistré au début de 2009 après l'épisode Lehman Brothers, sa hausse dépassant 200 %. Cette ascension fulgurante s'explique par le vaste programme de privatisation lancé par le pays. La faiblesse des prix de l'immobilier et des taux d'intérêt réels a aussi joué un rôle. Malgré la hausse rapide de l'indice boursier, le coefficient de capitalisation des résultats reste faible par rapport aux autres pays, avec un niveau voisin de 6 à la fin de 2010 — contre des niveaux de 10 à 15 au Brésil et en Russie, de

près de 20 en Inde et de 15 en Égypte — ce qui laisse supposer que le marché n'est pas encore surévalué⁴.

Graphique 1.9
Les indices boursiers n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant la faillite de Lehman
 (Pourcentage de variation du 31 août 2008 au 26 septembre 2011)

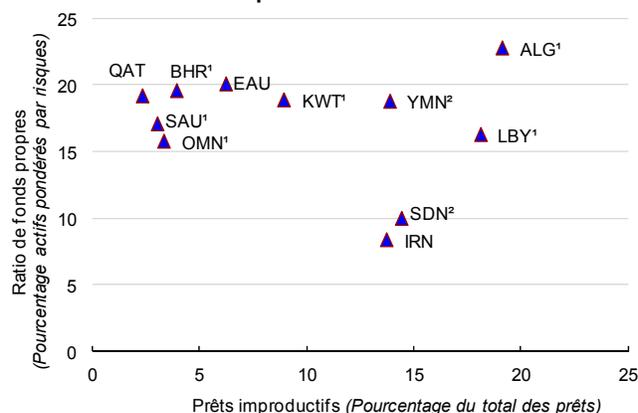


Source : Bloomberg.
 ¹Indice des marchés émergents.

Les banques se renforcent, mais la reprise du crédit reste timide

La reprise de l'activité économique se poursuivant, les secteurs financiers se redressent progressivement. Les banques des pays du CCG, en particulier, qui ont remarquablement résisté à la crise mondiale, enregistrent aujourd'hui des ratios de fonds propres compris entre 15 % (Oman) et près de 20 % (Émirats arabes unis et Qatar, avec l'aide des pouvoirs publics), avec moins de 10 % de prêts improductifs. Après avoir culminé à 11 % en 2009, le ratio des prêts improductifs est tombé, au Koweït, à 9 % à la fin de 2010 grâce aux importantes dépréciations opérées par plusieurs banques (graphique 1.10).

Graphique 1.10
La stabilité financière s'améliore, mais des vulnérabilités persistent



Source : autorités nationales.

¹Décembre 2010.

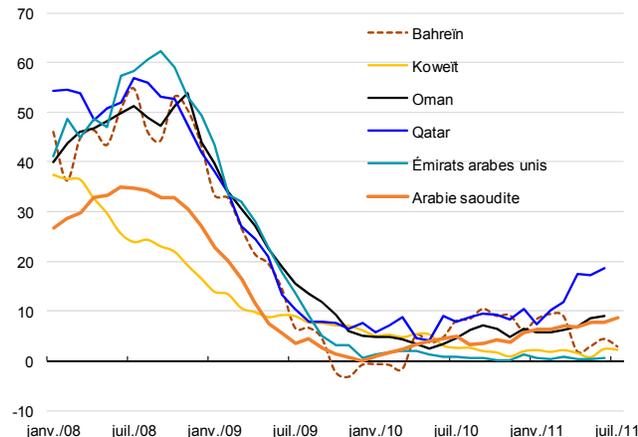
²Décembre 2009.

⁴Voir le rapport du FMI n°11/241 d'août 2011.

Graphique 1.11

La croissance du crédit reste généralement faible dans les pays du CCG...

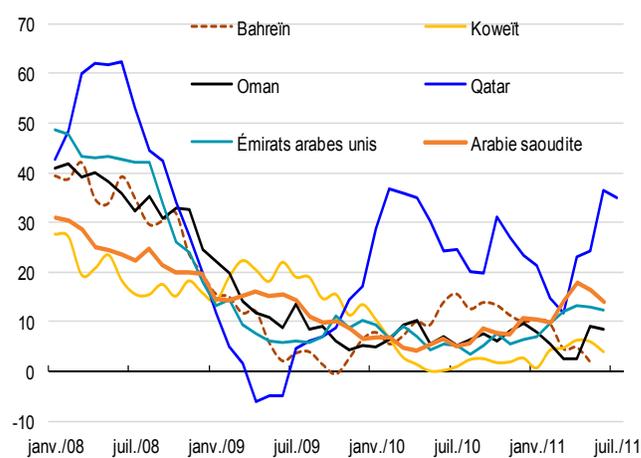
(Crédit au secteur privé; croissance en glissement annuel, pourcentage)



Source : autorités nationales.

... mais les dépôts reprennent

(Total des dépôts; croissance en glissement annuel, pourcentage)



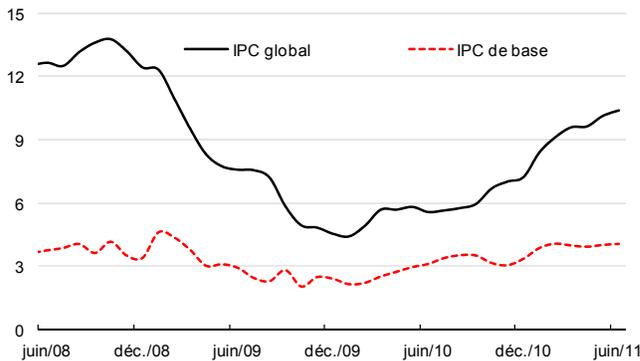
Dans les autres pays, la part des prêts improductifs reste élevée, dépassant 13 %. La capitalisation semble suffisante à quelques exceptions près. Des actions s'imposent pour résoudre plusieurs problèmes pressants : résolution des prêts improductifs des banques d'État en Algérie, restructuration de deux banques d'État en Iraq et renforcement de la capitalisation et du provisionnement des prêts en Iran et au Soudan.

Si les indicateurs de solidité financière sont bien orientés, la croissance du crédit reste cependant modérée dans le secteur privé, conformément aux prévisions⁵. Le resserrement du crédit observé dans toute la région après la crise résultait de facteurs liés à la demande (faiblesse de l'activité économique) et à l'offre (effondrement des financements et plus grande aversion pour le risque de la part des banques). Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP enregistrent actuellement un début de reprise de l'activité économique et des dépôts, mais la croissance du crédit est en retrait (graphique 1.11). Même dans les quelques pays où le crédit bancaire gagne en vigueur — au Qatar en particulier et, dans une moindre mesure, en Arabie saoudite et à Oman — la croissance du crédit reste relativement faible par rapport à l'accroissement des dépôts. La longueur du crédit et la baisse tendancielle des rapports prêts/dépôts découlent de la persistance de l'aversion des banques pour le risque et du durcissement de la réglementation prudentielle relative aux crédits à l'immobilier et à la consommation dans certains pays. Une plus grande prudence dans l'octroi des prêts est sans doute souhaitable compte tenu des difficultés provoquées dans les systèmes bancaires par l'accroissement excessif du crédit observé avant la crise.

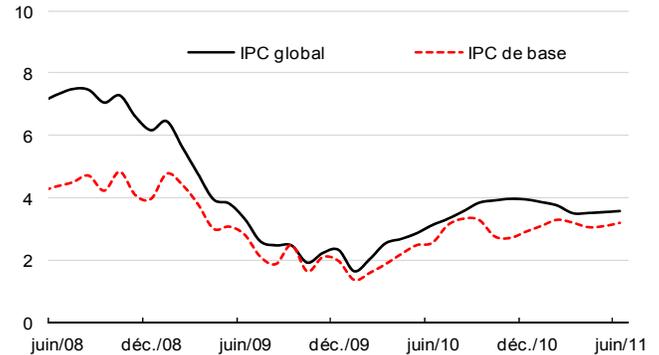
⁵Voir FMI, édition de mai 2010 des Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, chapitre A.3, «Reviving Bank Credit in MENA». Une étude rétrospective des alternances de phases d'expansion et de contraction du crédit dans la région MOAN indique que ce n'est en moyenne qu'au bout de trois ans que le crédit retrouve des niveaux normaux après une phase de contraction.

Graphique 1.12

Des pressions inflationnistes dans les pays exportateurs de pétrole ...
(Indice des prix à la consommation, moyenne; croissance en glissement annuel)



... mais l'inflation reste faible dans les pays du CCG
(Indice des prix à la consommation, moyenne; croissance en glissement annuel)



Source : autorités nationales.

*À l'exclusion de l'Algérie, de l'Iran, de la Libye et du Yémen par manque de données.

En dehors du CCG, la croissance du crédit s'est redressée, atteignant un taux annuel de 37 % en Iran au premier trimestre de 2011, suite en partie aux mesures prises pour encourager le financement du logement. En Algérie, l'expansion du crédit s'est accélérée momentanément et a dépassé 20 % en avril avant de retomber à 10 % au milieu de l'année. Après avoir grimpé de 90 % en 2010, les crédits accordés par les banques iraqiennes ont retrouvé un taux de croissance plus modéré de 20 % au premier trimestre de 2011.

Des tensions inflationnistes modérées sur fond de renchérissement des matières premières

L'inflation reste contenue dans l'ensemble avec un taux moyen de 10½ % en juin 2011 (graphique 1.12). À l'exception du Soudan, du Yémen et de l'Iran — ces deux derniers pays étant affectés par un ajustement progressif des prix aux réductions des subventions énergétiques en cours — les pays exportateurs de pétrole enregistrent des taux d'inflation à un chiffre, et même inférieurs à 5 % dans le cas de sept d'entre eux. En outre, l'inflation sous-jacente reste faible à un niveau moyen légèrement supérieur à 4 %, ce qui laisse supposer que les effets secondaires de la hausse des prix des produits alimentaires importés ne se sont pas encore fait sentir.

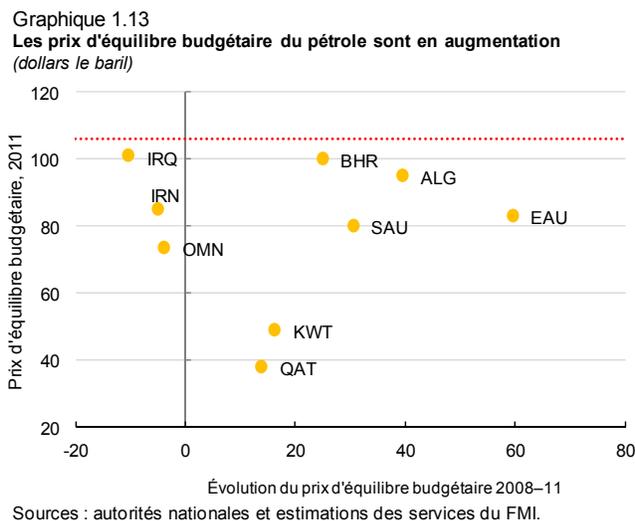
Des similitudes avec 2008, mais la tolérance au risque a profondément changé

À certains égards, la situation extérieure à laquelle sont confrontés les pays exportateurs de pétrole n'est guère différente de celle qui prévalait en 2008, avant la faillite de Lehman Brothers, et il en va de même pour l'orientation des politiques mises en œuvre. Les cours du pétrole avaient augmenté de 38 % en moyenne en 2008, soit une hausse de l'ordre des 31 % prévus pour 2011, également dans un contexte de prix élevés des produits de base, encore que

ces cours se stabilisent⁶. L'assouplissement des conditions monétaires dans les pays avancés en 2008 avait abouti à de faibles taux d'intérêt dans le monde, comme c'est le cas actuellement. De même qu'en 2008, de nombreux pays exportateurs de pétrole ont réagi à l'accroissement inattendu de leurs recettes en 2011 en dépensant plus, stimulant ainsi davantage l'activité du secteur non pétrolier. Enfin, la riposte monétaire pendant ces deux périodes est comparable, ce qui s'explique en partie par l'existence de régimes de rattachement au dollar dans beaucoup de ces pays.

La situation de 2011 présente toutefois de profondes différences avec celle de 2008 :

- La vulnérabilité budgétaire a très sensiblement augmenté par rapport à 2008, les prix d'équilibre du pétrole — les prix qui équilibrent le budget pour un niveau donné de recettes non-pétrolières et de dépenses — ont régulièrement augmenté et s'approchent désormais des cours observés (graphique 1.13)⁷. Bien que la plupart des pays exportateurs de pétrole ne détiennent pas de montants importants de titres de dette publique, ceux détenus par certains pays sont relativement élevés et en train d'augmenter. Au Bahreïn, par exemple, le montant de la dette a plus que doublé et devrait représenter 34 % du PIB en 2011, et au Soudan, il devrait atteindre 78 % du PIB en 2011, soit un accroissement de 6 points de PIB par rapport à 2008.
- Les risques baissiers extérieurs qui pèsent sur les perspectives sont maintenant plus visibles et immédiats en raison notamment du Printemps arabe et du fait que la reprise mondiale est de plus en plus perçue comme fragile.
- Les flux de capitaux vers la région — et vers les exportateurs de pétrole en particulier — sont nettement en retrait par rapport à leurs niveaux de 2008. Bien que la quête du rendement ait favorisé un accroissement des flux vers



⁶Après avoir progressé de plus de 28 % en 2010, l'indice des produits de base hors combustibles du FMI a encore augmenté — de plus de 9 % jusqu'en avril 2011 — avant de fléchir ensuite; à la fin août, il dépassait de 2 % son niveau de la fin 2010.

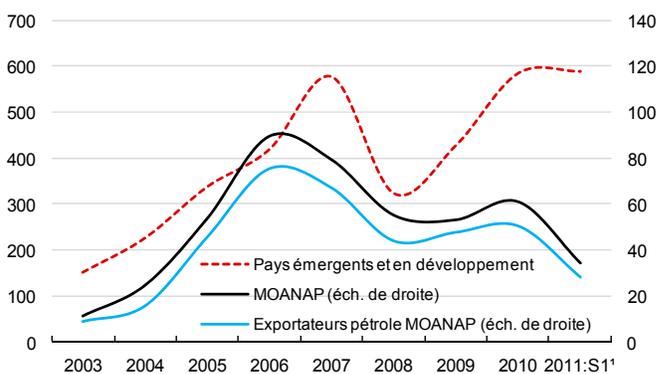
⁷Bien que les prix d'équilibre aient augmenté de plus de 20 dollars le baril depuis 2008 pour plusieurs pays, le cours moyen n'a progressé que de 6 dollars le baril.

les pays émergents en 2010 et 2011, les pays de la région MOANAP n'en ont pas bénéficié dans les mêmes proportions⁸. Tandis que l'émission internationale d'obligations, de prêts et d'actions par les pays émergents a augmenté de 37 % en 2010 et de 17 % au premier semestre de 2011 par rapport au premier semestre de 2010, dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP, l'émission de titres n'a progressé que de 6 % en 2010 et elle a diminué de 38 % au premier semestre de 2011 (graphique 1.14). D'une façon générale, le faible niveau des entrées de capitaux tient en partie aux contraintes pesant sur l'offre, elles-mêmes imputables à un moindre appétit pour le risque suite à la crise de Dubaï World et aux troubles régionaux, aux corrections apportées aux marchés immobiliers dans plusieurs pays et à des facteurs persistants comme le manque de transparence de l'environnement commercial et le développement insuffisant des marchés obligataires et financiers. Des facteurs jouent aussi sur la demande, la région exportant des volumes records de capitaux et les entreprises constituant d'importants excédents de liquidités⁹.

- Comme indiqué plus haut, la croissance de l'activité de crédit des banques locales reste faible, à la différence de l'explosion du crédit que beaucoup de ces pays ont connue en 2008.

Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devront faire face à de considérables risques baissiers. Le plus immédiat serait celui des effets directs et généralisés du net

Graphique 1.14
Émission internationale d'obligations, prêts et actions
(Milliards de dollars)



Source : Dealogic.
¹Annualisé.

ralentissement de l'économie mondiale qui résulterait de l'incapacité à traiter efficacement des problèmes d'endettement et de déficit budgétaire en Europe et aux États-Unis. La demande mondiale de pétrole se contracterait alors très sensiblement, ce qui pourrait entraîner une baisse durable des cours du pétrole. Les autres facteurs de risque incluent l'éclatement de nouveaux troubles régionaux et un ralentissement de l'activité économique chez des partenaires commerciaux importants (par exemple, l'Inde et la Chine pour les exportations non

⁸Cette évolution concorde avec une tendance décelée antérieurement; voir FMI, édition de mai 2010 des Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, chapitre A.4, «Capital Flows to the MENAP Region: Going Beyond Traditional Sources».

⁹Voir l'étude du Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI intitulée *Gulf Cooperation Council: Enhancing Economic Outcomes in an Uncertain Global Economy*, chapitre 7, «GCC Corporate Vulnerabilities», octobre 2011.

pétrolières des Émirats arabes unis et l'Italie et l'Espagne pour l'Algérie). Un nouveau durcissement des conditions financières mondiales serait particulièrement préjudiciable à certains pays qui devront faire face à de gros besoins de refinancement au cours des prochains mois. Enfin, à plus longue échéance, le développement potentiel de productions gazières non conventionnelles en Europe — suite à l'expérience récente des États-Unis — pourrait provoquer une chute brutale de la demande de gaz naturel exporté par la région.

Concevoir une politique budgétaire pour le long terme

Ces dernières années, beaucoup de pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont préconisé une politique budgétaire résolument expansionniste, pour atteindre plusieurs objectifs interdépendants : soutenir l'activité non pétrolière, investir dans le capital humain et physique pour compléter l'activité du secteur privé, et répondre aux besoins sociaux en compensant l'effet de la hausse des prix alimentaires ou en comblant les lacunes dans des domaines aussi cruciaux que le logement et la santé. Des efforts sont aussi nécessaires pour accroître l'efficacité de la politique budgétaire et contribuer à la diversification économique à plus long terme. L'action devrait se focaliser sur les aspects suivants :

- Des mesures d'assainissement budgétaire s'imposeront dans plusieurs pays — y compris ceux qui semblent disposer d'une ample marge de manœuvre budgétaire à court terme — pour ramener les soldes budgétaires à des niveaux propres à assurer la viabilité des finances publiques à plus longue échéance.
- Le travail de diversification des recettes devra s'intensifier. L'étude d'une taxe sur la valeur ajoutée applicable dans l'ensemble des pays du CCG est une initiative opportune, de même que les efforts entrepris en vue d'adopter ou de développer l'imposition sur le revenu et sur les sociétés dans certains pays. Tous les pays devront améliorer leur administration fiscale et élargir l'assiette d'imposition.
- L'affectation des dépenses doit obéir à un souci de maximisation du bien-être de la population et des efficacies à long terme. Les subventions axées sur les produits, en particulier, doivent être rapidement abandonnées au profit de systèmes de protection sociale ciblés. La réforme des subventions entreprise en Iran, qui s'est traduite par une réduction de la consommation nationale d'énergie, a eu jusqu'à présent un effet redistributif et environnemental positif. Il faudrait, d'une manière générale, que les programmes d'investissements publics soient réexaminés périodiquement pour s'assurer de leur efficacité et de leur mise en œuvre.
- Il serait salutaire de concevoir les budgets publics dans des cadres pluriannuels, de façon à dissocier les dépenses de l'instabilité des recettes et de préserver la viabilité à long terme des finances publiques. Une première mesure qui pourrait être prise à cet effet serait d'établir des unités macro budgétaires au sein des ministères des Finances. L'expérience internationale montre en outre que les règles budgétaires peuvent constituer un cadre utile, surtout lorsque l'ensemble de la population est impliquée.

S'agissant de la politique budgétaire :

- Les hausses généralisées des salaires du secteur public risquent d'empiéter sur les dépenses prioritaires et de provoquer des rigidités budgétaires à mesure qu'elles se pérennisent.
- Le recours aux subventions énergétiques a favorisé une augmentation rapide de la consommation intérieure d'énergie, ce qui soulève la question de l'efficacité des techniques de production ainsi que des préoccupations environnementales. L'annexe 1.1 indique que les exportations nettes de pétrole et de gaz naturel du Moyen-Orient diminueront probablement au fil du temps si les tendances actuelles d'évolution de la consommation persistent.
- Dans les pays du CCG, le niveau élevé et en progression constante des salaires et de l'emploi dans le secteur public va à l'encontre de l'objectif visant à accroître la participation des ressortissants nationaux à l'emploi dans le secteur privé, du fait qu'il contribue à faire monter le niveau des salaires de réserve (encadré 1.3).

Politique monétaire pour la stabilité et la croissance

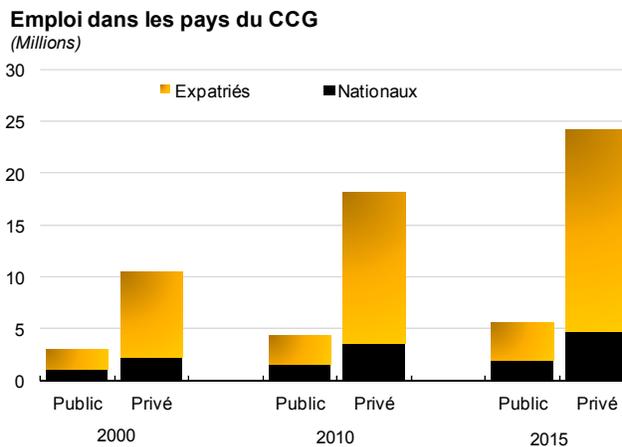
Tout comme la politique budgétaire, la politique monétaire accommodante des dernières années reste dans l'ensemble appropriée. Les autorités devraient toutefois être prêtes à les ajuster en cas d'apparition de tensions inflationnistes ou de bulles de crédit. Cela vaut particulièrement pour les pays du CCG dont le système bancaire connaît un considérable excès de liquidité et où, par conséquent, un changement d'attitude en matière d'octroi de prêts pourrait déclencher une expansion rapide du crédit. Jusqu'à présent, l'action des pouvoirs publics a été neutre ou a cherché à remédier à la progression insuffisante du crédit. Le Qatar, par exemple, a réduit ses taux d'intérêt à deux reprises au cours des six derniers mois pour exercer un effet dissuasif sur les entrées de capitaux spéculatifs et inciter les banques à prêter.

Le resserrement de la politique monétaire devrait être entrepris plus rapidement dans plusieurs pays en dehors du CCG (au Soudan, par exemple), mais il exigera un assainissement budgétaire pour limiter le financement des banques centrales. Dans ces pays, une plus grande flexibilité du taux de change jointe à un ciblage efficace des agrégats monétaires peut permettre d'assurer la stabilité des prix.

À terme, il convient de perfectionner la panoplie d'instruments macroprudentiels pour mener une politique anticyclique sur la demande et prévenir une accumulation excessive de risques dans le secteur bancaire. Tous les pays du CCG ont mis à profit ces instruments macroprudentiels, comme le plafonnement des rapports prêts/dépôts, l'augmentation du provisionnement des prêts et du ratio de fonds propres en périodes fastes, et la fixation de coefficients minimums de liquidité et de planchers sélectifs au ratio de fonds propres. Un plus large recours à ce type d'instruments parallèlement à la mise au point d'un système d'alerte avancée — comme celui adopté par les Émirats arabes unis — peut permettre d'améliorer la stabilité du secteur financier.

Encadré 1.3 Le marché du travail des pays du CCG

D'après les estimations des services du FMI, quelque 7 millions d'emplois auraient été créés dans les pays du CCG au cours de la dernière décennie, dont moins de 2 millions auraient été occupés par des ressortissants de ces pays. La forte hausse de l'emploi d'expatriés a surtout eu lieu dans le secteur privé, mais aussi dans le secteur public au Koweït et au Qatar. Le taux de chômage élevé des nationaux¹ ne tient pas à l'insuffisance de la création d'emplois, mais à des inadéquations de compétences, au niveau élevé des salaires de réserve et à l'attrait de l'emploi dans le secteur public. Compte tenu des tendances historiques et de l'expansion rapide de la population active, le nombre de ressortissants des pays du CCG sans emploi pourrait augmenter de 2 à 3 millions au cours des 5 prochaines années alors que le nombre de ressortissants actifs se situait aux alentours de 5 millions en 2010.



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

D'après les calculs des services du FMI, on peut s'attendre à ce que les pays du CCG créent près de 6 millions d'emplois entre 2010 et 2015. Moins d'un tiers toutefois de ces nouveaux emplois ira à leurs ressortissants, en l'absence d'un changement de politique (voir graphique)². Sur le plan de l'offre, plus de 4½ millions de nationaux supplémentaires atteindront l'âge de travailler.

Pour accroître les débouchés des nationaux, il faudra renforcer l'actuelle stratégie d'emploi, tout en veillant à ne pas nuire à la compétitivité. La plupart des pays du CCG mettent en œuvre, depuis plusieurs années, des programmes visant à accroître l'emploi de leurs ressortissants qui incluent l'application de quotas, la fourniture de services de formation et de placement et le versement d'aides, ainsi que d'autres incitations. Ces initiatives devront sans doute être complétées ou remplacées par des mesures destinées à remédier aux inadéquations de compétences et au niveau élevé du salaire de réserve des nationaux. La difficulté sera de favoriser l'emploi des ressortissants sans imposer des coûts excessifs aux entreprises, au risque de nuire à la compétitivité et à la croissance.

Encadré préparé par Joshua Charap.

¹Les données relatives au chômage ne sont pas nécessairement comparables entre les pays du fait que les définitions utilisées diffèrent.

²Le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi entre 2010 et 2015 a été calculé à partir des estimations et des projections démographiques consultables sur le site : http://esa.un.org/unpd/wpp/unpp/panel_indicators.htm.

Poursuivre les réformes structurelles

Pour soutenir l'effort général de diversification de l'économie et fournir un emploi à des populations en expansion, les gouvernements devront agir sur trois fronts : améliorer l'environnement des entreprises (annexe 2.2), réformer les marchés du travail et promouvoir une bonne gouvernance.

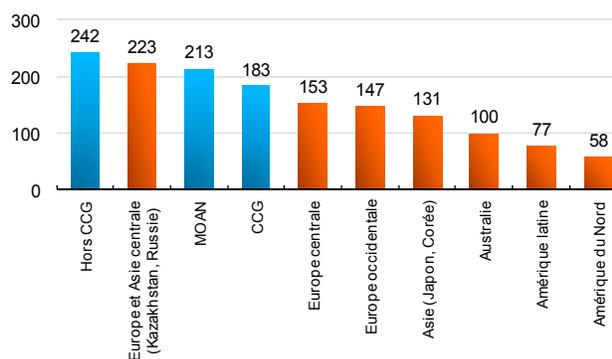
S'agissant du climat des affaires, si plusieurs pays du CCG sont bien classés au regard de divers indicateurs, ce n'est pas le cas de tous les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. De plus, même lorsqu'il existe une réglementation de haute qualité — par exemple, rapidité d'obtention d'un permis d'exploitation pour une nouvelle entreprise — leur application inégale aux grandes et aux petites entreprises exerce un effet dissuasif sur la concurrence.

Étant donné l'expansion attendue de la population en âge de travailler, le développement du secteur non pétrolier ne pourra résoudre à lui seul le problème du chômage, surtout pour les ressortissants des pays du CCG. Les mesures en faveur de l'emploi devraient principalement viser à doter les futurs travailleurs des compétences requises par les employeurs et les inciter à participer au marché du travail (encadré 1.3).

Il faut en outre poursuivre l'amélioration de la gouvernance bancaire. Les systèmes bancaires de la région MOAN sont depuis de nombreuses années tributaires de leurs interconnexions avec de gros conglomérats, souvent familiaux. Les prêts sont, de ce fait, le plus souvent accordés sur la base de la réputation de l'emprunteur et la concentration des prêts est nettement plus forte que dans la plupart des autres régions (graphique 1.15). La population a peu accès aux services financiers et les PME ont beaucoup de mal à obtenir des crédits bancaires¹⁰. Un effort concerté visant à intensifier la concurrence, améliorer la transparence de l'actionnariat et la diffusion d'informations non financières, assurer une présence suffisante dans les conseils d'administration de membres indépendants dotés de l'expérience pertinente et renforcer la surveillance, devrait contribuer à améliorer la qualité et l'intégration de l'intermédiation financière.

Parallèlement au développement de l'intermédiation bancaire, les pouvoirs publics devraient élargir le marché des obligations d'entreprise au niveau national pour accroître les possibilités de financement des activités productives. L'émission de titres de dette publique à intervalles réguliers et avec un éventail d'échéances suffisamment large peut jouer un rôle moteur important, même dans les pays où le besoin de financement public ne se fait pas nettement sentir.

Graphique 1.15
Fort concentration des prêts dans la région MOAN
(20 plus gros crédits; pourcentage du total des fonds propres)



Sources : Standard and Poor's et Banque mondiale, *Financial Access and Stability* (2011).

¹⁰Voir FMI, édition d'avril 2011 des Perspectives économiques régionales pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, section 3.3, «The impact of Financial Development on Economic Growth in the Middle East and North Africa».

Annexe 1.1. Évolution à moyen terme de la production de pétrole et de gaz naturel

Les tensions devraient se maintenir sur le marché pétrolier mondial à moyen terme, la demande devant progresser plus vite que l'offre d'après les projections. Sur le marché du gaz, l'offre devrait couvrir largement l'accroissement de la demande, d'où le découplage observé récemment entre les cours du pétrole et du gaz. La région MOAN continuera de jouer un rôle important dans l'offre des marchés pétroliers et gaziers, même si la progression rapide de sa consommation d'énergie risque de réduire ses exportations.

Pétrole

Les marchés pétroliers ont retenu l'attention au premier semestre de 2011. Les cours du pétrole ont, pour l'essentiel, poursuivi la tendance ascendante amorcée à l'automne 2010 sur fond de chocs défavorables de l'offre, d'une instabilité de la demande et d'inquiétudes grandissantes quant à la santé des économies avancées. La forte croissance attendue en Chine et dans les pays émergents d'Asie ainsi que l'arrivée à maturité prévue des gisements des principaux pays producteurs font à nouveau craindre que les marchés pétroliers ne s'engagent dans une période de plus grandes pénuries¹.

Les perturbations de l'offre ont finalement été relativement modestes en 2011 Au premier semestre de 2011, l'offre pétrolière a été touchée par des interruptions passagères de la production dans des pays non membres de l'OPEP pour des opérations de maintenance et des travaux d'expansion des capacités, ainsi que par les perturbations d'approvisionnement en Libye. Ces perturbations n'ont toutefois pas affecté l'offre autant que l'on aurait pu le craindre. Ainsi, les niveaux des stocks dépassaient encore légèrement leurs niveaux historiques au premier semestre de 2011 et le retour à la normale ne semble avoir eu lieu que fin juin. En même temps, la production des pays de l'OPEP a atteint des niveaux voisins de ceux observés au début de l'année, grâce surtout à un accroissement sensible de la production de l'Arabie saoudite, qui, à son tour, a contribué à stabiliser les marchés internationaux de l'énergie (tableau 1).

Tableau 1
Production de pétrole brut
(Millions de barils par jour)

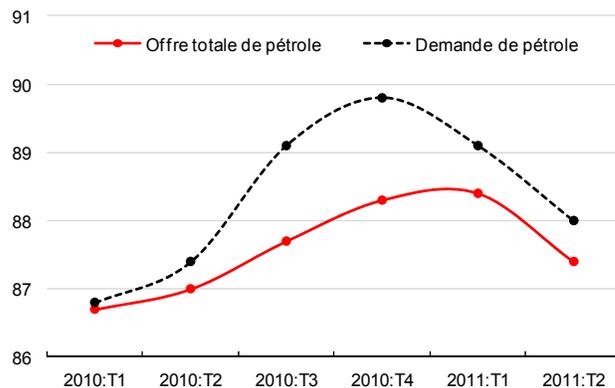
	2007	2008	2009	2010	Proj. 2011
Pays MOANAP exportateurs de pétrole	25,8	26,3	24,3	24,5	24,1
dont					
Libye	1,8	1,8	1,6	1,6	...
Koweït	2,6	2,7	2,3	2,3	2,5
Arabie saoudite	8,8	9,2	8,4	8,4	9,3

Sources: autorités nationales et calculs des services du FMI.

Annexe préparée par Ananthkrishnan Prasad et Pedro Rodriguez.

¹Voir FMI, édition d'avril 2011 des *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 1
Offre et demande mondiale de pétrole
 (Millions de barils par jour)



Source : U.S. Energy Information Administration.

À la fin du premier semestre 2011, le marché pétrolier a été touché par un autre événement exceptionnel lié à l'offre, lorsque l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a débloqué environ 60 millions de barils de ses réserves stratégiques. L'AIE a expliqué que ce déblocage — le troisième seulement en 37 ans d'existence — visait à répondre aux craintes d'une aggravation des tensions sur le marché pétrolier sous l'effet des perturbations de l'offre libyenne et de l'accroissement saisonnier normal de la demande des raffineries

pendant l'été (graphique 1). L'AIE qui avait, au départ, débloqué ces réserves pour une période de trente jours, a décidé de ne pas renouveler l'opération à la fin de cette période.

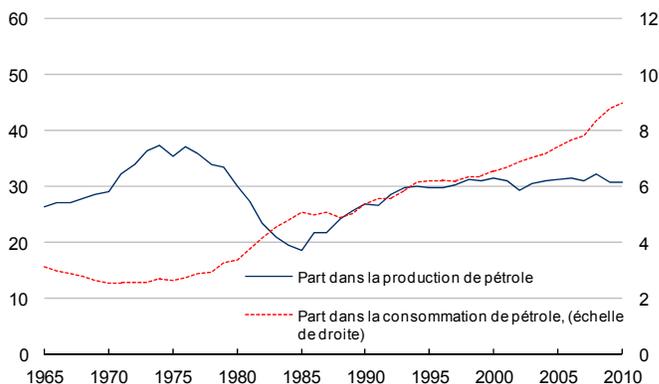
Baisse des capacités de production excédentaires avec une demande mondiale en hausse Les capacités mondiales de production devraient augmenter de 6,8 millions de barils par jour (mbj) d'ici 2016, soit un accroissement annuel moyen d'environ 1,2 %². Cette augmentation des capacités devrait venir, pour 40 % environ (2,6 mbj), de pays non membres de l'OPEP sous l'effet de l'expansion de la production des pays d'Amérique du Nord et du Sud (Brésil, Canada et États-Unis notamment). Les progrès technologiques jouent un rôle important dans l'expansion des capacités des pays non membres de l'OPEP : la production des États-Unis, par exemple, devrait progresser en moyenne de 1 % par an grâce à l'expansion de la production de pétrole léger de réservoir compact (*light tight oil*), qui fait appel à des techniques analogues à celles utilisées pour l'extraction des gaz non conventionnels (tableau 2)³.

Le reste de l'expansion des capacités devrait venir des pays producteurs de l'OPEP (4,2 mbj) et principalement d'Iraq, avec la remise en activité d'installations pétrolières. Malgré cet accroissement relativement important des capacités de production, les capacités de réserve des pays de l'OPEP en pourcentage de la demande mondiale de pétrole devraient légèrement diminuer à moyen terme, la demande de pétrole augmentant plus vite que l'offre des pays non membres de l'OPEP.

²AIE, *Medium-Term Oil and Gas Markets 2011*.

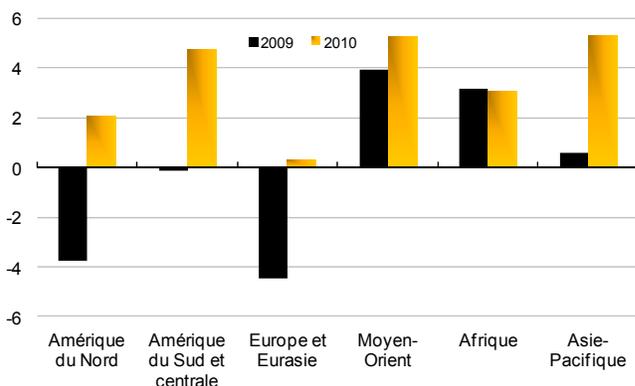
³Voir FMI, édition d'avril 2011 des *Perspectives de l'économie mondiale*, encadré 3.2, pour un examen des implications des gaz non conventionnels pour le marché mondial du gaz.

Graphique 2
Parts du Moyen-Orient dans la production et la consommation de pétrole
 (Pourcentages respectifs de la production et de la consommation mondiales)



Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2011*.

Graphique 3
Croissance de la consommation de pétrole par région
 (Pourcentage)



Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2011*.

La consommation de pétrole du Moyen-Orient réduira ses exportations

Le Moyen-Orient est de loin la première région exportatrice de pétrole du monde — en 2010 elle a produit plus de 30 % du pétrole mondial pour une part de seulement 9 % dans la consommation mondiale (graphique 2). Cette part a néanmoins rapidement augmenté au cours de la dernière décennie — notamment sous l'effet de la croissance économique de la région, mais aussi probablement du faible niveau des prix dans beaucoup de ses pays. L'évolution de la consommation de pétrole de la région au cours des deux dernières années a été particulièrement frappante : la croissance de la consommation de pétrole au Moyen-Orient a nettement dépassé celle des autres régions en 2009 et elle a en gros égalé celle enregistrée en Asie en 2010 (graphique 3).

Le pétrole restera une source d'énergie primaire importante

D'après les projections actuelles, des contraintes continueront de peser sur

Tableau 2
Capacité mondiale de production de pétrole
 (Millions de barils par jour, sauf indication contraire)

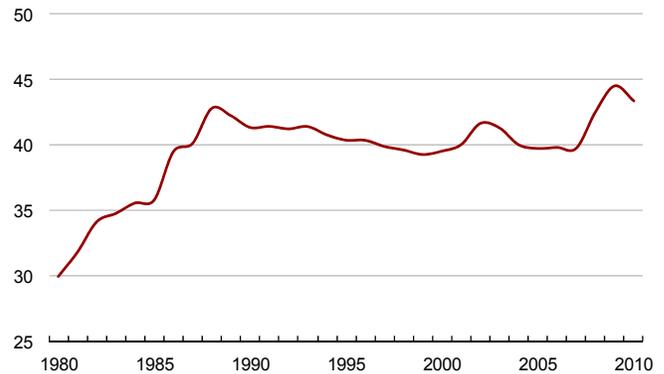
	2010	Projections						Croissance annuelle (Moy., %)	
		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2011-16	2006-10
Capacité de production									
OPEP	41,1	40,2	40,8	42,6	43,9	45,0	45,3	1,6	2,3
Pétrole brut	35,7	34,3	34,4	35,9	36,9	37,7	37,9	1,0	2,1
Liquides de gaz naturel	5,3	5,9	6,3	6,7	7,0	7,3	7,4	5,6	3,7
Hors OPEP	52,7	53,3	54,2	54,2	54,3	55,1	55,4	0,8	0,5
Total	93,8	93,5	95,0	96,8	98,2	100,1	100,7	1,2	1,3
Pour mémoire :									
Demande de pétrole	88,0	89,3	90,6	91,9	93,1	94,2	95,3	1,3	
Appel au pétrole de l'OPEP ¹	35,3	36,0	36,4	37,7	38,8	39,1	39,9	2,1	
Capacité inutilisée de l'OPEP/demande de pétrole (%)	6,6	4,7	4,8	5,3	5,5	6,2	5,6		

Sources : Agence internationale de l'énergie, *Medium-Term Oil & Gas Markets 2011*; estimations des services du FMI.

¹Différence entre la demande de pétrole et la production hors OPEP.

l'offre des marchés pétroliers à moyen terme, mais certaines indications laissent envisager un éventuel assouplissement à plus long terme. Il y a deux principales raisons à cela. Premièrement, les réserves pétrolières restent importantes, ce qui indique que les découvertes de nouveaux gisements et les progrès technologiques ont continué d'avancer rapidement. Constat particulièrement révélateur, malgré l'accroissement rapide de la demande au cours de la dernière décennie, le ratio réserves prouvées/consommation de pétrole a en fait augmenté (graphique 4).

Graphique 4
Ratio réserves mondiales prouvées de pétrole/consommation¹
(Nombre d'années)



Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2011*.
¹En excluant les sables bitumineux canadiens des réserves de pétrole.

Deuxièmement, la perspective de cours élevés du pétrole incite les compagnies pétrolières à investir dans des activités d'amont — ce qui devrait se traduire par un accroissement des capacités de production à long terme. Selon l'AIE, les sociétés pétrolières prévoient d'accroître en 2011 leurs investissements dans ces activités de 10–20 % par rapport à 2010, année pendant laquelle ceux-ci ont déjà augmenté d'environ 10 %⁴.

Gaz naturel

L'offre mondiale a pu faire face à l'accroissement de la demande en 2011, avec quelques chocs localisés. Un excédent de production en 2009 et un fort accroissement de la production de 7,3 % en 2010 avaient permis de répondre à une augmentation de la demande d'environ 220 milliards de m³ (Gm³) en 2010⁵. La consommation mondiale de gaz naturel est passée à un niveau estimé à 3,169 Gm³ en 2010, soit un rebond de 7,4 % (après avoir fléchi de 2,5 % en 2009), sa plus forte augmentation depuis 1984. La production d'électricité reste le principal facteur de l'accroissement de la demande de gaz. La production de gaz naturel liquéfié (GNL) — au Qatar principalement — a augmenté de 60 Gm³, tandis que la production de gaz de schiste des États-Unis aurait bondi en 2010 de 50 Gm³ d'après les estimations. Plusieurs événements au début de 2011 se sont répercutés à la fois sur l'offre et la demande. Une augmentation des livraisons russes et algériennes a compensé les perturbations qui ont affecté le fonctionnement du gazoduc reliant la Libye à l'Italie et les exportations libyennes de GNL vers l'Italie, et la fermeture des centrales nucléaires au Japon et en Allemagne a entraîné un accroissement de la demande de gaz.

⁴AIE, *Medium-Term Oil and Gas Markets 2011*.

⁵British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2011*.

Tableau 3

Réserves prouvées et producteurs de gaz

	Réserves prouvées			Dix premiers producteurs de gaz					
	Milliards de milliards m ³	Part du total	Milliards de tonnes	2000	2008	2009	2010	Variation en 2010 (Pourcentage)	
Russie	44,8	23,9	33,2	États-Unis	543	571	583	611	4,8
Iran	29,6	15,8	21,9	Russie	529	602	528	589	11,6
Qatar	25,4	13,6	18,8	Canada	182	176	164	160	-2,5
Turkménistan	8,0	4,3	5,9	Iran	60	116	131	139	5,6
Arabie saoudite	8,0	4,3	5,9	Qatar	24	77	89	117	30,7
États-Unis	7,7	4,1	5,7	Norvège	50	99	104	106	2,6
Émirats arabes unis	6,0	3,2	4,4	Chine	27	80	85	97	13,5
Venezuela	5,5	2,9	4,1	Arabie saoudite	50	80	79	84	6,9
Nigéria	5,3	2,8	3,9	Indonésie	65	70	72	82	14,0
Algérie	4,5	2,4	3,3	Algérie	84	86	80	80	1,0
Total mondial	187,1	100,0	138,6	Total mondial	2.413	3.062	2.976	3.193	7,3

Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy*, 2011.

L'extraction de gaz de schiste s'est jusqu'à présent limitée aux États-Unis, mais l'exploitation des sources non conventionnelles de gaz suscite de plus en plus d'intérêt dans le monde entier. Plusieurs pays, dont l'Allemagne, l'Arabie saoudite, l'Australie, l'Autriche, le Canada, la Chine, la Hongrie, l'Inde, la Pologne et le Royaume-Uni, ont commencé à prospecter des sources de gaz de schiste potentiellement importantes. Des travaux de recherche empirique suggèrent en outre que la production de gaz de schiste pourrait commencer à influencer sur les prix du gaz et expliquer le découplage des prix du pétrole et du gaz naturel observé récemment aux États-Unis⁶.

Les réserves mondiales sont abondantes

Les réserves mondiales prouvées de gaz étaient estimées fin 2010 à 187.100 Gm³ (tableau 3). La région MOAN abrite 40 % de ces réserves et de nouveaux gisements pourraient y être découverts. L'Iran, le Qatar et la Russie détiennent plus de la moitié des réserves mondiales prouvées. Aux rythmes mondiaux actuels de production, les réserves mondiales prouvées aujourd'hui (gaz conventionnel et non conventionnels) pourraient tenir pendant 58 ans⁷ tandis que les ressources combinées — qui ne sont peut-être pas toutes récupérables — tiendraient 250 ans.

L'offre mondiale pourra suivre la demande tandis que le Moyen-Orient continuera de consommer l'essentiel de sa production. L'offre mondiale de gaz devrait couvrir largement la croissance de 2,4 % par an de la demande mondiale de gaz entre 2010 et 2016⁸. Le secteur de l'électricité demeurera le moteur principal de la demande de gaz à moyen terme, le remplacement

⁶Voir Reinout De Bock et José Gijón, 2011, *Will Natural Gas Prices Decouple from Oil Prices Across the Pond?*, Document de travail du FMI n°11/143.

⁷AIE, *World Energy Outlook*, 2009.

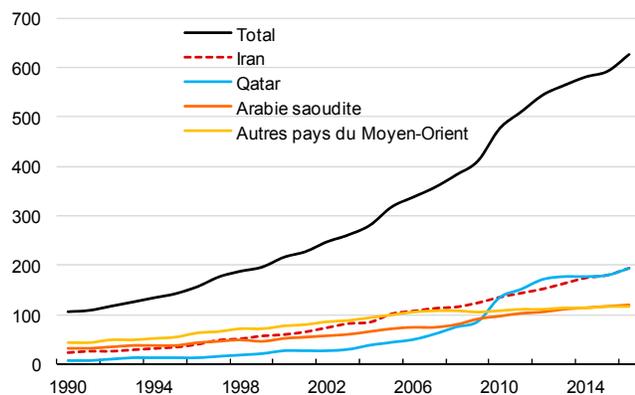
⁸AIE, *Medium-Term Oil and Gas Markets 2011*.

des centrales au charbon par des centrales au gaz constituant, à moyen et long terme, la façon la plus économique de réduire les émissions de dioxyde de carbone au niveau mondial⁹. La Chine sera le plus gros consommateur¹⁰. Les marchés hors OCDE seront un moteur important de cet accroissement de la demande, mais ils fourniront aussi 90 % des nouveaux approvisionnements. Le Moyen-Orient représentera 20 % de l'augmentation de la consommation de gaz, qui devrait passer d'un niveau estimé à 370 Gm³ en 2010, à 470 Gm³ en 2016 (graphique 5).

Sur le plan de l'offre, la région du Moyen-Orient sera le deuxième plus grand contributeur, sa capacité de production devant augmenter de 110–150 Gm³ entre 2011 et 2016¹¹. Les plus fortes augmentations seront enregistrées au Qatar (en 2011 principalement) ainsi qu'en Arabie saoudite et en Iran, mais dans ces deux derniers pays, l'accroissement de production sera en grande partie absorbé par la consommation intérieure. La région restera, dans son ensemble, exportatrice nette de gaz à moyen terme, mais certains pays comme les Émirats arabes unis, Oman et le Koweït continueront d'en importer.

Si des pays du Moyen-Orient (Qatar principalement) et d'Afrique du Nord (comme l'Algérie, l'Égypte, et la Libye) ont été exportateurs nets de gaz en 2010, le Moyen-Orient consomme le gros du gaz qu'il produit (tableau 4). L'Arabie saoudite n'est ni exportatrice, ni importatrice de gaz naturel. L'Iran, le deuxième détenteur des réserves prouvées de gaz du monde, consomme actuellement la quasi-totalité de sa production annuelle. D'autres pays du Moyen-Orient ont développé leurs capacités d'importation avec des gazoducs reliant le Turkménistan à l'Iran, des terminaux d'importation de GNL à Dubaï et au Koweït et des gazoducs intra-régionaux entre le Qatar, d'une part, et Oman et les Émirats arabes unis, d'autre part¹².

Graphique 5
Production de gaz naturel du Moyen-Orient
(Milliards de m³)



Source : U.S. Energy Information Administration.

⁹Massachusetts Institute of Technology (MIT), *The Future of Natural Gas—An Interdisciplinary MIT Study*, 2010. Le secteur de l'électricité est sensible aux variations de prix et les centrales au gaz étant en concurrence, à la marge, avec les centrales au charbon, elles réagissent très rapidement aux variations de prix.

¹⁰S'ils sont atteints, les objectifs énoncés dans le douzième plan quinquennal de la Chine se traduiront par un accroissement spectaculaire de la demande de gaz qui passera à 260 Gm³ contre 107 Gm³ aujourd'hui.

¹¹L'AIE prévoit 111 Gm³ alors que l'*Energy Information Administration* des États-Unis avance le chiffre de 150 Gm³.

¹²Energy Information Administration des États-Unis, *International Energy Outlook—Natural Gas 2010*.

Tableau 4

Principaux consommateurs de gaz au Moyen-Orient*(Milliards de m³, 2010)*

	Consommation	Exportateur net (+)/ Importateur net (-)	Production
Iran	136,9	1,6	138,5
Koweït	14,4	-2,8	11,6
Qatar	20,4	96,3	116,7
Arabie saoudite	83,9	0,0	83,9
Émirats arabes unis	60,5	-9,5	51,0
Autres pays du Moyen-Orient	49,4	9,6	59,0
Total Moyen-Orient	365,5	95,2	460,7

Source : British Petroleum, *Statistical Review of World Energy 2011*.

Principaux indicateurs économiques : pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP¹

	Moyenne						Projections	
	2000-05	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB réel	5,6	5,9	6,8	4,0	1,8	4,4	4,9	3,9
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>								
Algérie	4,5	2,0	3,0	2,4	2,4	3,3	2,9	3,3
Arabie saoudite	4,0	3,2	2,0	4,2	0,1	4,1	6,5	3,6
Bahreïn	6,0	6,7	8,4	6,3	3,1	4,1	1,5	3,6
Émirats arabes unis	8,1	8,8	6,5	5,3	-3,2	3,2	3,3	3,8
Iran, Rép. islamique d'	5,5	5,8	10,8	0,6	3,5	3,2	2,5	3,4
Iraq	...	6,2	1,5	9,5	4,2	0,8	9,6	12,6
Koweït	7,1	5,3	4,5	5,0	-5,2	3,4	5,7	4,5
Libye	4,3	6,7	7,5	2,3	-2,3	4,2	...	...
Oman	3,3	5,5	6,7	12,9	1,1	4,1	4,4	3,6
Qatar	8,7	26,2	18,0	17,7	12,0	16,6	18,7	6,0
Soudan	6,3	9,4	10,2	3,7	4,6	6,5	-0,2	-0,4
Yémen	4,5	3,2	3,3	3,6	3,9	8,0	-2,5	-0,5
Inflation des prix à la consommation	5,4	8,8	11,2	14,9	5,9	6,7	11,1	7,7
<i>(Moyenne annuelle en pourcentage)</i>								
Algérie	2,3	2,3	3,6	4,9	5,7	3,9	3,9	4,3
Arabie saoudite	-0,1	2,3	4,1	9,9	5,1	5,4	5,4	5,3
Bahreïn	0,7	2,0	3,3	3,5	2,8	2,0	1,0	1,8
Émirats arabes unis	3,6	9,3	11,1	12,3	1,6	0,9	2,5	2,5
Iran, Rép. islamique d'	13,5	11,9	18,4	25,4	10,8	12,4	22,5	12,5
Iraq	5,6	53,2	30,8	2,7	-2,2	2,4	5,0	5,0
Koweït	1,7	3,1	5,5	10,6	4,0	4,1	6,2	3,4
Libye	-3,3	1,4	6,2	10,4	2,8	2,5	...	...
Oman	0,1	3,4	5,9	12,6	3,5	3,3	3,8	3,3
Qatar	3,5	11,8	13,8	15,0	-4,9	-2,4	2,3	4,1
Soudan	7,6	7,2	8,0	14,3	11,3	13,0	20,0	17,5
Yémen	11,6	10,8	7,9	19,0	3,7	11,2	19,0	18,0
Solde budgétaire des administrations publiques	6,0	13,9	11,9	13,0	-1,6	2,9	4,6	3,6
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	6,6	13,5	4,4	7,7	-6,8	-1,1	-2,6	-0,9
Arabie saoudite	7,7	24,6	15,8	34,4	-4,6	6,7	9,4	8,0
Bahreïn ²	1,4	2,7	1,9	4,9	-6,6	-7,8	-7,7	-7,1
Émirats arabes unis ³	4,5	18,1	15,4	16,5	-12,6	-1,1	5,8	4,8
Iran, Rép. islamique d' ²	2,9	2,3	7,4	0,7	1,0	1,7	2,4	1,0
Iraq	...	15,5	12,4	-1,3	-22,1	-9,1	-8,7	-7,9
Koweït ²	27,2	35,3	39,0	19,6	26,7	22,6	23,6	23,6
Libye	12,0	33,5	29,7	25,9	5,4	8,7	...	...
Oman ²	8,4	13,8	11,1	13,8	-1,2	5,0	10,9	8,7
Qatar	8,7	8,5	10,9	10,0	15,3	2,9	7,7	3,8
Soudan	-0,6	-4,3	-5,5	-1,5	-4,8	-3,2	-2,8	-3,0
Yémen	0,0	1,2	-7,2	-4,5	-10,2	-4,0	-7,1	-6,1
Solde des transactions courantes	11,2	21,9	17,6	18,7	4,1	10,6	15,0	12,4
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Algérie	14,0	24,7	22,8	20,2	0,3	7,9	13,7	10,9
Arabie saoudite	13,6	27,8	24,3	27,8	5,6	14,9	20,6	14,2
Bahreïn	5,0	13,8	15,7	10,2	2,9	4,9	12,6	13,7
Émirats arabes unis	7,7	15,3	6,0	7,4	3,0	7,0	10,3	9,2
Iran, Rép. islamique d'	5,1	9,3	10,5	6,5	3,0	6,0	7,8	7,1
Iraq	...	19,0	12,5	19,2	-13,8	-3,2	-0,9	-1,2
Koweït	26,2	44,6	36,8	40,5	23,6	27,8	33,5	30,4
Libye	18,8	51,0	43,2	38,9	15,9	14,4	...	...
Oman	9,4	15,4	5,9	8,3	-1,3	8,8	14,5	12,9
Qatar	25,0	25,1	25,4	28,7	10,2	25,3	32,6	30,1
Soudan	-9,5	-15,5	-12,7	-9,4	-13,9	-6,7	-7,3	-7,6
Yémen	5,3	1,1	-7,0	-4,6	-10,2	-4,5	-5,3	-4,7

Sources : autorités nationales et estimations et projections des services du FMI.

¹Les données de 2011 et 2012 excluent la Libye.

²Administration centrale.

³Comptes consolidés du gouvernement fédéral et des émirats Abu Dhabi, Dubaï et Sharjah.

2. Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : répondre aux besoins sociaux et rétablir la confiance dans l'économie

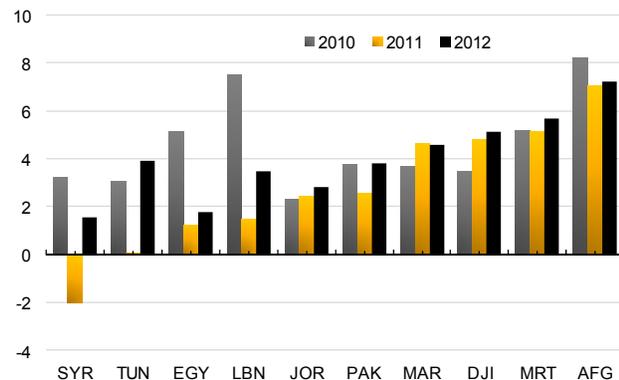
Les transformations politiques et économiques que connaissent plusieurs pays de la région MOANAP évoluent lentement et devraient se poursuivre pendant une bonne partie de 2012. Cette situation, conjuguée à un affaiblissement de l'économie mondiale, a aggravé l'incertitude économique dans la région et provoqué un net ralentissement de l'activité et des tensions sur la stabilité macroéconomique. Les pouvoirs publics ont tenté d'amortir l'effet de ce ralentissement, principalement en augmentant les transferts et les subventions non ciblées, mais leur marge de manœuvre budgétaire est limitée et coût d'emprunt en hausse. C'est donc une période difficile qui s'annonce pour la fin de 2011 et l'année 2012, et la reprise économique devrait être un processus de longue haleine. À terme, en exploitant ses atouts tout en s'attaquant à ses faiblesses avec un vaste programme de réformes, la région devrait pouvoir parvenir à une croissance plus élevée et solidaire, propre à élargir les débouchés économiques et à relever le niveau de vie des populations.

Un net ralentissement jusqu'à la fin de 2012

Dans plusieurs pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, les risques économiques se sont accrus avec la persistance des incertitudes inhérentes à la transition politique et à des troubles sociaux. En Égypte et en Tunisie, les gouvernements de transition définissent les axes des réformes politiques et économiques, tandis qu'en Syrie le conflit continue. Le Maroc et la Jordanie ont aussi connu une agitation sociale, et la Mauritanie, dans une moindre mesure. Cette situation,

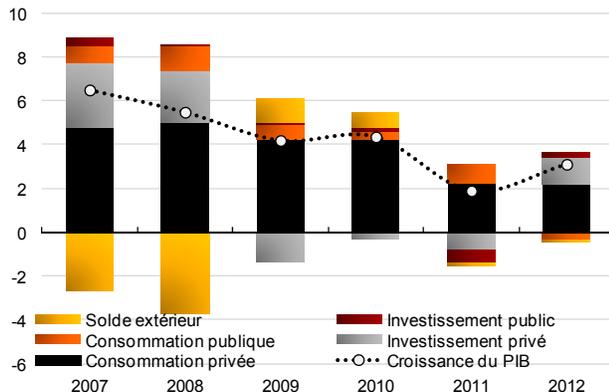
conjuguée à une détérioration des perspectives de l'économie mondiale, en particulier en Europe, a contribué à une forte chute des investissements et de l'activité touristique. D'après les prévisions, la croissance moyenne du PIB réel des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait être inférieure à 2 % en 2011, alors qu'elle avait atteint 4 1/3 % en 2010.

Graphique 2.1
La croissance du PIB réel marque le pas en 2011
(PIB réel, variation annuelle en pourcentage)



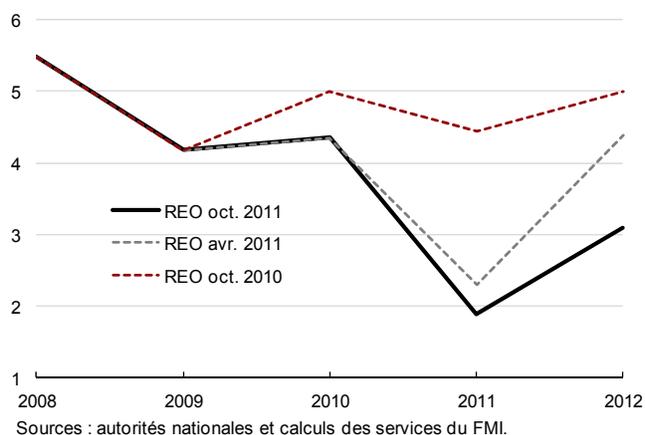
Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2.2
Repli de l'investissement public et privé
(Contribution à la croissance de la production réelle, pourcentage)

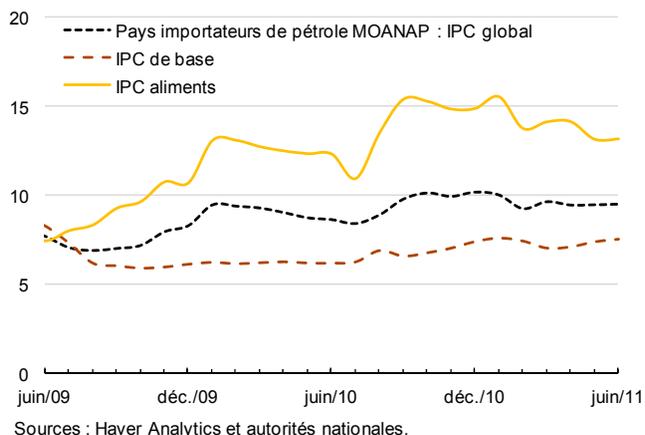


Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2.3
Prévisions de croissance du PIB réel revues à la baisse
(Variation annuelle en pourcentage)



Graphique 2.4
Tassement des tensions inflationnistes
(Prix à la consommation; moyenne de la période, variation annuelle en pourcentage)



Le déclin du tourisme et des investissements a provoqué un grave ralentissement économique en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Tunisie en 2011 (graphiques 2.1 et 2.2). L'activité économique est également atone au Pakistan, du fait d'inondations catastrophiques et des récentes émeutes urbaines. Le chômage est remonté avec le fléchissement de l'économie, en particulier en Égypte et en Jordanie, et pourrait augmenter davantage. En revanche, l'Afghanistan, Djibouti, le Maroc et la Mauritanie connaissent une croissance robuste, la production, selon les projections, devant s'accroître de 5 % en 2011, tout en restant cependant au-dessous de la tendance à long terme et en s'accompagnant d'un chômage qui reste élevé. La croissance rapide observée en Afghanistan s'explique par une augmentation des dépenses de sécurité et de l'activité dans le bâtiment, tandis que des cours élevés des produits de base et un secteur du bâtiment dynamique ont dopé l'activité économique en Mauritanie (encadré 2.1).

Un climat d'incertitude politique et économique ainsi que des faiblesses dans les pays avancés vont peser sur les perspectives

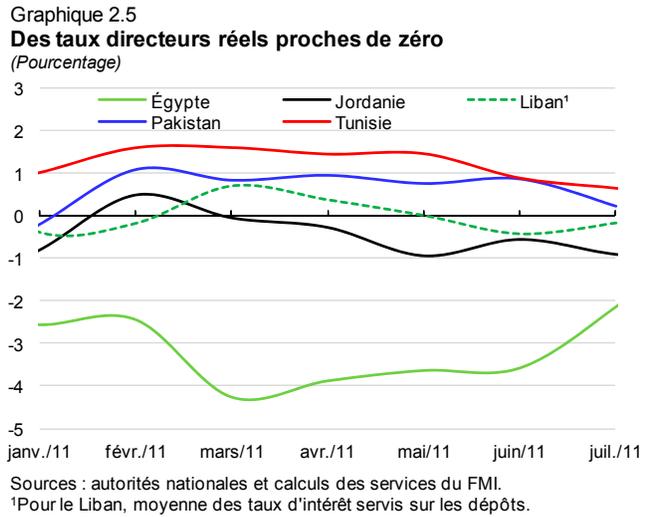
de croissance de la région, d'où une reprise beaucoup plus faible que prévu en 2012. Le FMI a récemment revu à la baisse les prévisions de croissance, en particulier pour l'Égypte et la Syrie (graphique 2.3). Le secteur réel des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP étant étroitement lié à celui de l'Europe, un ralentissement dans cette dernière aura vraisemblablement de profondes retombées négatives sur les taux de croissance (encadré 2.2). C'est pourquoi en 2012, la croissance des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP devrait être inférieure aux tendances à long terme, avec une production qui descendra en dessous de son potentiel dans l'ensemble de la région.

L'inflation reste stable avec l'augmentation des subventions aux produits alimentaires et énergétiques

L'inflation est restée stable jusqu'à présent en 2011, les subventions intérieures aux produits énergétiques et alimentaires ayant amorti l'effet de la hausse des prix mondiaux (graphique 2.4). La demande globale étant faible, on observe peu d'effets inflationnistes de second tour. Les autorités

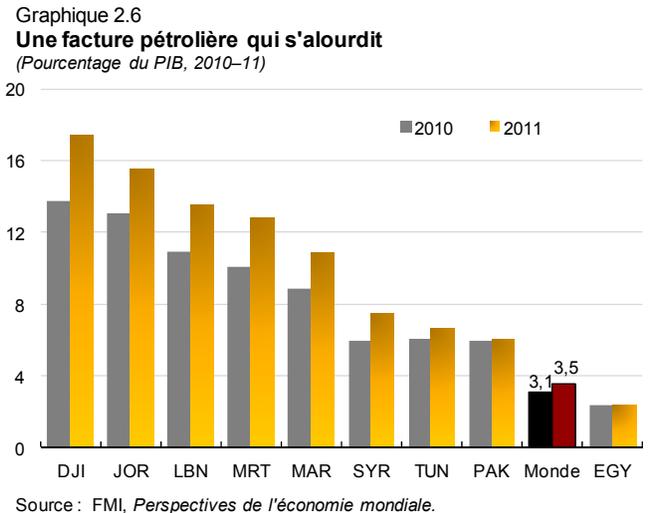
monétaires ont, dans une large mesure, maintenu une politique accommodante, les taux directeurs réels étant proches de zéro ou légèrement négatifs en Jordanie, au Liban, au Pakistan et en Tunisie, et largement en dessous de zéro en Égypte (graphique 2.5).

La modération de l'évolution des prix des produits alimentaires et énergétiques et la faiblesse persistante de la demande globale vont freiner l'inflation en 2011–12, même si les hausses de salaires récemment accordées dans le secteur public dans plusieurs pays pourraient se répercuter sur le secteur privé et créer des tensions inflationnistes à mesure que l'économie se redressera. Dans certains pays, l'inflation restera élevée en 2012 en raison de facteurs intérieurs : une baisse des subventions des produits de base en Mauritanie; et des facteurs structurels et des anticipations bien ancrées d'inflation élevée en Égypte et au Pakistan.



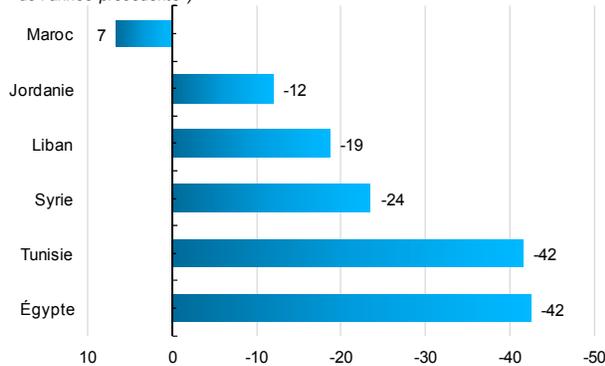
Dégradation des soldes extérieurs

Le solde des transactions courantes des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP se dégrade, essentiellement sous l'effet du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques et du déclin du tourisme. Ces pays étant fort tributaires des importations de pétrole (en part du PIB), toute hausse des cours mondiaux y accroît beaucoup plus qu'ailleurs le coût des importations (graphique 2.6). C'est pourquoi Djibouti, le Liban, la Jordanie, le Maroc et la Mauritanie, qui sont les pays de la région les plus dépendants des importations de pétrole, voient leur facture pétrolière se détériorer de plus de 2 % du PIB en 2011. D'autres pays connaissent une hausse plus modérée de leurs coûts d'importations en raison d'une activité économique plus faible et d'une moindre intensité pétrolière (Pakistan), ou d'une production pétrolière nationale importante (Égypte, Syrie, Tunisie). L'alourdissement de la facture pétrolière est cependant en partie compensé dans certains pays par une augmentation des exportations de produits miniers (encadré 2.1).



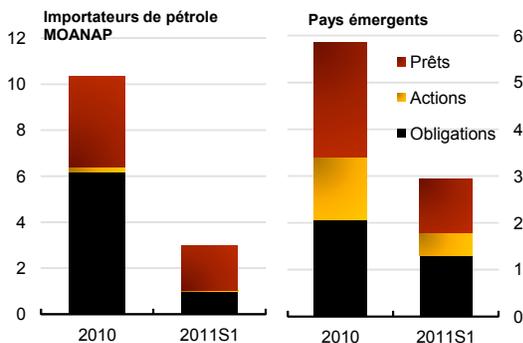
Dans le secteur des services, l'agitation sociale qu'a connue la région s'est traduite par une baisse à deux chiffres des entrées de touristes en Égypte, en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Tunisie au cours des cinq premiers mois de l'année (graphique 2.7). Les envois de fonds sont restés vigoureux dans la plupart des pays, sauf en Tunisie, où un grand nombre de travailleurs sont rentrés de Libye, suite au conflit interne

Graphique 2.7
Tourisme dans les pays importateurs de pétrole MOANAP
(Janvier-mai 2011, pourcentage de variation par rapport à la même période de l'année précédente)



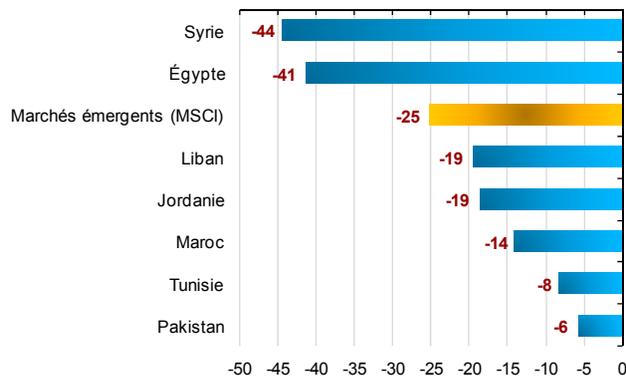
Source : Organisation mondiale du tourisme, *Baromètre du tourisme mondial*.

Graphique 2.8
Émission internationale d'obligations, prêts et actions
(Milliards de dollars)



Source : Dealogic.

Graphique 2.9
Repli des indices boursiers
(Variations en pourcentage du 10 janvier 2011 au 26 septembre 2011)



Source : Bloomberg.

Dans le même temps, le climat d'incertitude accrue a provoqué une baisse notable des entrées de capitaux et exercé des pressions sur les réserves de change dans les pays les plus éprouvés. L'accès aux marchés internationaux des capitaux s'est fortement contracté, les émissions internationales de titres et d'emprunts diminuant de 40 % durant le premier semestre de 2011, alors qu'elles avaient augmenté de près de 17 % dans l'ensemble des marchés émergents (graphique 2.8).

L'investissement direct étranger (IDE) et les investissements de portefeuille ont également diminué, en particulier en Égypte.

L'affaiblissement des flux extérieurs se traduit par une baisse de près de 40 % des réserves de change en Égypte, et de 5 à 10 % en Jordanie, en Syrie et en Tunisie. Au Pakistan, le montant élevé des exportations et les envois de fonds ont compensé les sorties de capitaux. Les besoins de financement extérieur — définis comme étant la somme des déficits extérieurs courants et de l'amortissement extérieur — sont vastes dans les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire (surtout en Égypte et au Liban) et devraient atteindre 50 milliards de dollars en 2011-12.

Des marchés financiers malmenés

Les marchés boursiers d'Égypte et de Syrie ont nettement chuté depuis le début de l'année, ces pays ayant connu un ralentissement économique plus marqué et davantage d'incertitude politique (graphique 2.9). Les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines et les contrats sur risque de défaut (CDS) se sont également creusés, augmentant le coût du crédit pour les États (graphique 2.10).

Encadré 2.1

Atténuer l'effet des prix élevés de l'énergie : les pays importateurs de pétrole et exportateurs de produits de base

Les industries minières jouent un rôle important dans les économies de plusieurs pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Les exportations de produits primaires hors énergie sont considérables en Jordanie (phosphates et potasse), au Maroc (phosphates) et en Mauritanie (minerai de fer, cuivre et or) et représentent entre 20 % et 85 % du total des exportations (graphique 1).

Depuis quelques années, on observe une forte corrélation positive entre les cours du pétrole et ceux des métaux de base. Ainsi, en 2005–08, les cours du pétrole et des métaux de base ont augmenté de 85 % et 70 %, respectivement. Ces augmentations s'expliquent par une forte activité économique mondiale, en particulier une demande du secteur manufacturier.

Effets sur l'activité économique

La production minière représente une grande partie de la production des exportateurs de produits de base, en particulier en Mauritanie, où elle compte pour près de 15 % dans le PIB.

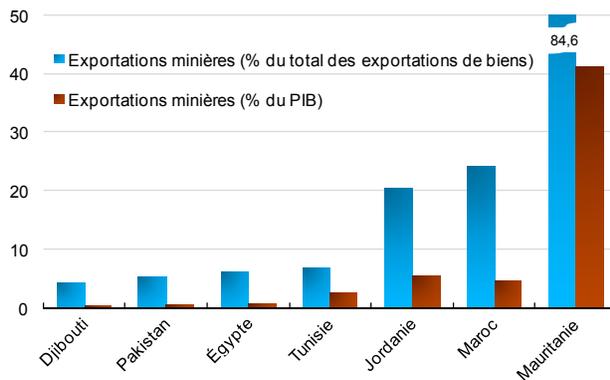
Par conséquent, un renchérissement des produits de base stimule les investissements dans le secteur minier, ce qui aide à compenser le ralentissement d'autres secteurs de l'économie.

Durant les épisodes récents d'expansion, l'augmentation de la facture pétrolière a été compensée par une hausse de la production minière et des exportations de produits de base. Ainsi, la progression des exportations de produits de base en 2005–08 a été une fois et demie plus forte que celle des importations pétrolières au Maroc, et quatre fois plus forte en Mauritanie (graphique 2).

La forte corrélation positive observée récemment entre les cours du pétrole et des métaux ne perdurera pas nécessairement. Ainsi, tout découplage futur des cours du pétrole et des métaux pourrait rendre ces pays importateurs de pétrole et exportateurs de produits de base vulnérables à une montée des cours du pétrole.

Graphique 1

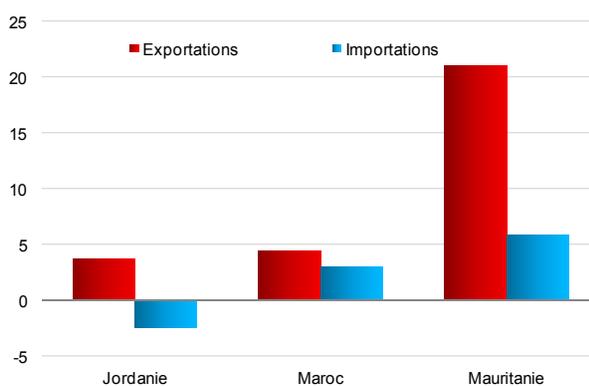
Exportations de matières premières hors énergie (Pourcentage, 2010)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2

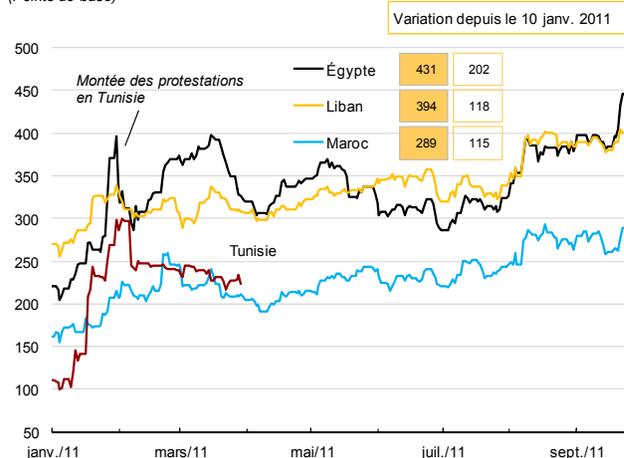
Variation des exportations minières et importations énergétiques (Pourcentage du PIB, 2005–08)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2.10

Creusement des écarts de taux souverains
(Points de base)

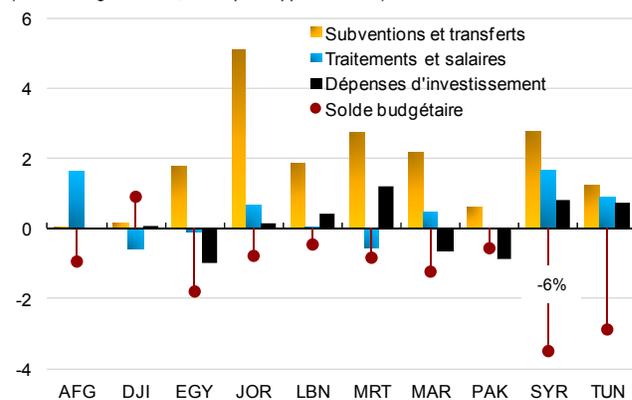


Sources : Bloomberg et Markit.

En Afghanistan, des inquiétudes sur la gouvernance et la qualité des actifs ont conduit les autorités à placer sous administration judiciaire la plus grande banque privée (Kabul Bank). Les banques de Mauritanie et du Maroc ont vu la qualité de leurs actifs légèrement affectée, leurs prêts improductifs ayant augmenté en raison du ralentissement; en Égypte et en Tunisie, on peut s'attendre aussi à une détérioration des bilans. Certains pays pourraient subir les retombées des remous dans la zone euro, car les banques européennes y sont très présentes (encadré 2.2).

Graphique 2.11

Augmentation des subventions et des transferts
(Pourcentage du PIB, 2011 par rapport à 2010)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Montée des dépenses et envolée des subventions généralisées

Face à une agitation sociale croissante, au ralentissement économique et au renchérissement des produits de base, les pouvoirs publics de la région ont nettement augmenté les subventions et les transferts (encadré 2.3 et graphique 2.11). Ceux-ci sont élevés, puisqu'ils dépassent 10 % du PIB en Égypte et 5 % du PIB dans la plupart des autres pays. Ces augmentations n'ont été que partiellement compensées par des compressions des

dépenses dans certains pays (Égypte, Jordanie, Maroc, Mauritanie et Pakistan). Enfin, la masse salariale du secteur public a augmenté, mais dans une moindre mesure, en particulier en Afghanistan, en Égypte, en Jordanie, au Maroc, en Syrie et en Tunisie¹.

Des études récentes font apparaître que les subventions bénéficient en majorité aux plus aisés (encadré 2.4)². En dehors de l'inefficacité productive des subventions aux carburants, la propension marginale à consommer relativement faible des revenus élevés indique que les subventions ont une efficacité limitée pour stimuler la consommation et contribuer à amortir le ralentissement.

¹Les augmentations de salaires du secteur public annoncées au début de l'année en Égypte n'apparaissent que durant l'exercice 2011/12 en raison d'un retard d'application.

²Voir FMI, avril 2011, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.

Le FMI a revu de façon successive à la hausse ses prévisions de déficit budgétaire en 2011–12, en raison des révisions à la baisse de la croissance et de l'accroissement des dépenses budgétaires et des exonérations fiscales (graphique 2.12). Un modeste rééquilibrage est prévu en 2012 à mesure que la situation politique de la région commencera à se stabiliser et que la croissance redémarrera. Les besoins de financement budgétaire — définis comme étant la somme du déficit global hors dons et de l'amortissement extérieur — sont estimés à 50 milliards de dollars par an environ dans les pays importateurs de pétrole à revenu intermédiaire, l'Égypte représentant près de la moitié de cette somme.

Des déficits budgétaires de plus en plus financés sur ressources intérieures

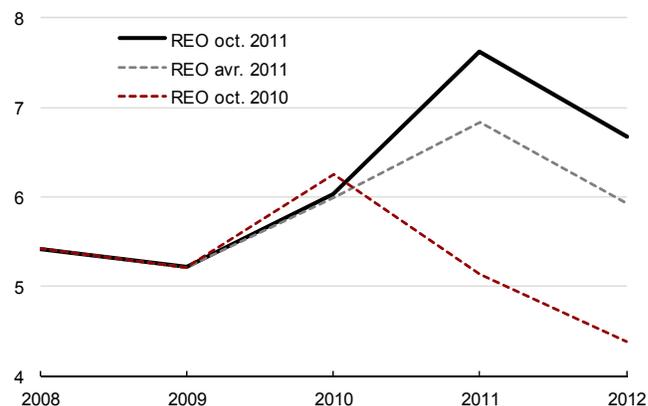
Dans beaucoup de pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, l'État finance de plus en plus les déficits budgétaires en faisant appel aux systèmes bancaires nationaux. Le déficit budgétaire global hors dons devrait dépasser 8 % du PIB en 2011, tandis que les dons n'ont augmenté que légèrement (sauf en Jordanie, qui a reçu des dons supplémentaires représentant 4½ % environ du PIB cette année), et les coûts d'emprunt sur les marchés internationaux ont augmenté. En Égypte, au Maroc, au Pakistan et en Syrie, les pouvoirs publics font donc largement appel aux financements intérieurs. À l'inverse, Djibouti, la Mauritanie et la Tunisie ont recours à des financements officiels extérieurs.

Même si, en valeur nominale, la dette a augmenté, la répression financière — c'est-à-dire une inflation élevée et des taux d'intérêt réels faibles ou négatifs — a contribué à stabiliser la dette, la valeur réelle de la dette intérieure s'amenuisant dans plusieurs pays (graphique 2.13). Le recours excessif des pouvoirs publics aux financements des banques locales restreint le crédit à la disposition du secteur privé.

L'avenir s'annonce difficile

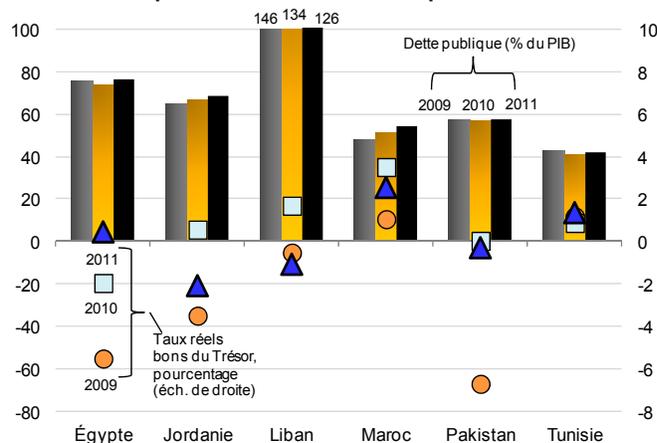
Le ralentissement qu'a connu la région a montré combien il était délicat de préserver la stabilité macroéconomique tout en maintenant la cohésion sociale. À court terme, une

Graphique 2.12
Prévisions de déficit budgétaire revues à la hausse
(Pourcentage du PIB)



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Graphique 2.13
Endettement public stable et taux réels proches de zéro



Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Encadré 2.2

Interconnexion des économies et retombées régionales du ralentissement en Europe

Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont assez bien résisté à la crise financière mondiale de 2008–09. Le fait que ces pays soient peu intégrés aux marchés internationaux des capitaux, peu exposés aux produits financiers structurés et qu'ils aient par ailleurs bénéficié des retombées positives de la relance budgétaire des pays voisins exportateurs de pétrole a contribué à atténuer l'effet du ralentissement mondial. Ce résultat positif s'est produit malgré une diminution des envois de fonds et des recettes du tourisme dans certains pays entretenant des liens étroits avec l'Europe, en particulier le Maroc et la Tunisie. De même, les remous sur les marchés financiers provoqués par les problèmes de la dette en Europe méridionale au début de 2010 n'ont eu qu'un effet limité sur la région, par rapport à d'autres pays qui avaient davantage de liens financiers.

Des risques pourraient se profiler

Le ralentissement de la croissance mondiale et les retombées de la crise de la dette souveraine dans la zone euro font sentir leurs effets sur l'activité économique en Europe, la croissance de l'Union européenne devant passer de 1,7 % cette année à 1,4 % en 2012, et celle de la zone euro de 1,6 % à 1,1 %; la balance des risques est par ailleurs orientée à la baisse. Une extension ou une persistance à moyen terme de la crise actuelle de la dette souveraine en Europe, qui se traduirait par un fléchissement de la croissance en Europe et une baisse des cours du pétrole, aurait vraisemblablement de vastes retombées négatives dans la région MOANAP. Alors qu'en principe les importateurs de pétrole devraient tirer avantage d'une baisse du coût des importations du pétrole, il semble que l'effet net d'un affaiblissement des cours du pétrole puisse être négatif dans certains pays si les envois de fonds ou l'investissement direct étranger des pays voisins exportateurs de pétrole diminuaient eux aussi sensiblement¹. Comme indiqué ci-dessous, étant donné que la région entretient, via le secteur réel, des liens étroits avec l'Europe, en particulier dans le cas des pays du Maghreb, et que les banques européennes sont très présentes dans certains pays, l'effet de contagion pourrait être important.

Liens de la région MOANAP avec l'Europe

Comme les pays importateurs de pétrole de la région entretiennent des liens étroits avec l'Europe, ils risquent de pâtir du ralentissement de son activité économique par le truchement du commerce extérieur, des investissements et des circuits d'envoi de fonds. Du fait de la proximité géographique et des relations historiques étroites, les exportations des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP s'orientent essentiellement vers l'Europe, qui représente en moyenne quelque 50 à 60 % du total de leurs exportations depuis les années 70 (graphique 1).

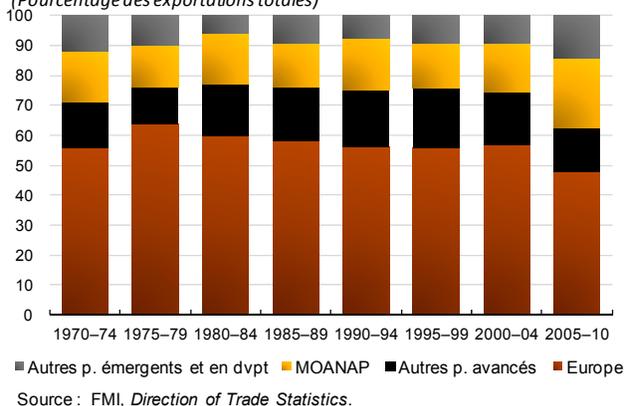
Encadré préparé par Christine Ebrahimzadeh et Harald Finger.

¹Voir Tobias Rasmussen et Agustin Roitman, 2011, «Oil Shocks in a Global Perspective: Are They Really That Bad?», document de travail du FMI 11/194.

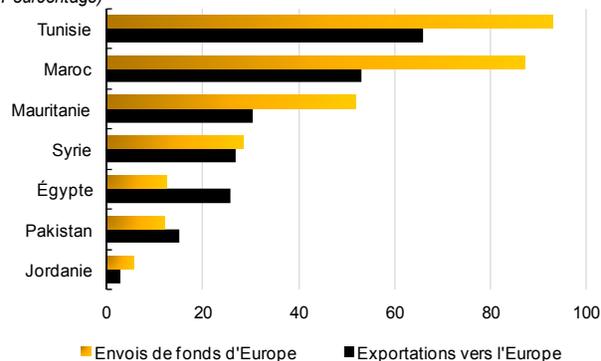
Les faits mettent en évidence que le Maghreb est fortement tributaire de l'Europe par le truchement de divers mécanismes — le Maroc et la Tunisie, notamment, dépendent de l'Europe pour 90 % environ du total des envois de fonds (graphique 2). De plus, l'Europe est la destination de 60 % environ des exportations du Maghreb, ainsi que l'origine de 80 à 90 % de ses recettes de tourisme et de 80 % environ du total de l'investissement direct étranger.

Ces retombées et liens de l'économie réelle devraient vraisemblablement surpasser les conséquences négatives que pourrait subir la région par le biais des circuits financiers et qui — à moins d'un choc défavorable majeur sur le secteur financier européen — sont généralement limitées. Il n'en reste pas moins que de fortes retombées de la crise dans le cœur de la zone euro et sur les marchés financiers internationaux pourraient avoir des répercussions dans la région MOANAP, les risques de contagion étant particulièrement forts pour les pays qui dépendent des financements extérieurs et ont des liens financiers avec l'Europe. Les banques européennes sont très présentes dans la région MOANAP, par l'intermédiaire de filiales locales ainsi que de prêts transfrontaliers (graphique 3). Ainsi, les filiales de banques du cœur de l'Europe sont relativement importantes au Maroc, en Tunisie et en Égypte, et pourraient être malmenées si la confiance des déposants locaux était ébranlée. En outre, les prêts transfrontaliers par des banques du cœur de l'Europe représentent l'équivalent de 5 à 7 % du PIB dans certains pays, et toute nouvelle inversion du levier financier à l'échelle mondiale pourrait avoir des répercussions.

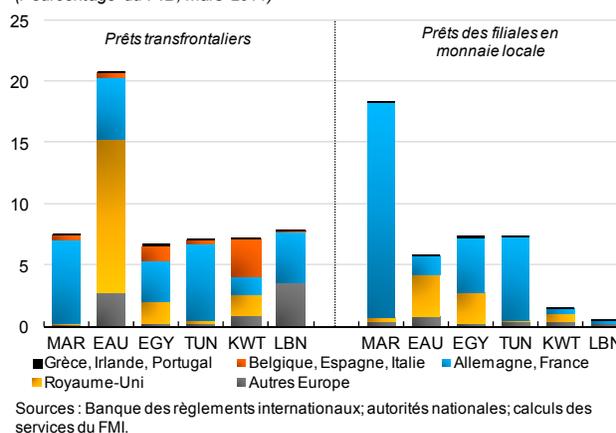
Graphique 1
Importateurs de pétrole de la région MOANAP : destination des exportations de biens
 (Pourcentage des exportations totales)



Graphique 2
Liens avec l'Europe : échanges et envois de fonds
 (Pourcentage)



Graphique 3
Présence des banques européennes
 (Pourcentage du PIB, mars 2011)



Encadré 2.3

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : tarification des carburants

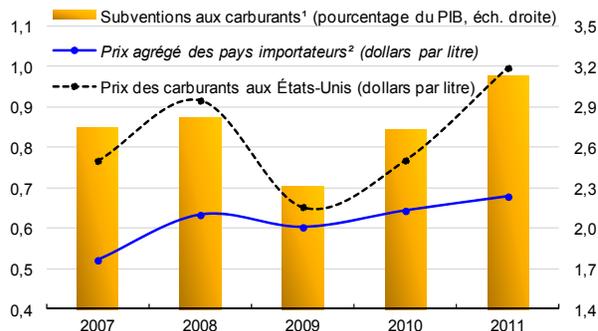
Face au renchérissement des produits énergétiques dans le monde entier en 2011, de nombreux pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ont limité les répercussions sur les consommateurs de carburants au niveau national en choisissant de relever les subventions ou de diminuer les taxes (voir tableau)¹. De fait, en 2011, les répercussions des hausses n'ont pas seulement été limitées, mais ont même été négatives dans plusieurs cas; autrement dit, alors que les cours internationaux du pétrole augmentaient, les prix locaux à la pompe diminuaient.

En outre, en 2011, les répercussions des hausses des prix ont été très inférieures à celles observées lors du précédent boom des cours des produits de base (du milieu de 2006 au milieu de 2008), qui avaient été très importantes. Cette diminution signale que les réformes des tarifs des produits de base adoptées ces dernières années ont été remises en question. Par conséquent, le prix moyen intérieur des carburants dans la région MOANAP est non seulement inférieur au prix mondial de détail, mais l'écart entre ces deux prix s'est creusé depuis 2009, ce qui a accru le coût des subventions des carburants au niveau national de 0,6 à 2 % du PIB (voir graphique).

Certains pays de la région avaient mis en place des mécanismes de fixation automatique des prix des carburants, mais ces mécanismes sont essentiellement inopérants aujourd'hui (particulièrement en Jordanie et en Mauritanie). Les études menées sur les expériences nationales montrent que le maintien des prix libéralisés est le mécanisme de tarification le plus efficace pour éviter un retour aux subventions, tandis que des dispositifs de protection sociale soigneusement ciblés demeurent le meilleur moyen de pourvoir aux besoins des plus démunis².

Prix et subventions des carburants

(Prix moyens pour la période des prix de l'essence ordinaire sans plomb et du diesel; pondération au PIB en PPA à des fins d'agrégation)



Sources : autorités nationales; U.S. Energy Information Administration; calculs des services du FMI.

¹Comprend l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie.

²Comprend l'Égypte, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Mauritanie, le Pakistan et la Syrie.

Hausses des prix à la pompe induites par les cours mondiaux (en pourcentage)

	Essence ordinaire		Diesel	
	2006:T2-2008:T2	2010:T4-2011:T2	2006:T2-2008:T2	2010:T4-2011:T2
Egypte	56	0	22	0
Jordanie	55	-26	123	-23
Liban	124	-9	119	109
Maroc	40	0	-18	0
Mauritanie	91	14	30	14
Pakistan	50	56	38	0
Syrie	63	0	57	-59

Sources : autorités nationales et calculs des services du FMI.

Encadré préparé par Jaime Espinosa Bowen.

¹On entend ici par répercussion le ratio de la variation des prix de détail intérieurs des carburants par rapport à la variation des prix à la pompe aux États-Unis, les deux mesurés en dollars. Le prix à la pompe aux États-Unis sert généralement de référence pour suivre l'évolution des coûts internationaux des carburants, en raison du régime de tarification libéralisé des États-Unis. Depuis quelques années, les taxes incluses dans les prix de détail aux États-Unis sont restées stables, de l'ordre de 0,11 dollar par litre.

²Taimur Baig, Amine Mati, David Coady et Joseph Ntamatungiro, 2007, «Domestic Petroleum Product Prices and Subsidies: Recent Developments and Reform Strategies», document de travail du FMI 07/71.

politique budgétaire expansionniste est appropriée pour atténuer l'effet du ralentissement, mais un espace budgétaire limité et un souci d'efficacité et d'équité exigent que l'on remplace les subventions généralisées par des dispositifs de protection sociale ciblés. Ceci dégagera des ressources pour réaliser des investissements essentiels dans les infrastructures et l'éducation et financer des réformes indispensables.

À moyen terme, la définition d'un cadre global de politique macroéconomique et d'une stratégie de croissance partagée — à la faveur d'un vaste processus consultatif — peut aider les gouvernements et les parties prenantes à forger un consensus sur les domaines d'action prioritaires, ancrer les anticipations et réduire les incertitudes économiques. Ancrer les anticipations en s'engageant dès maintenant à rééquilibrer les finances publiques à moyen terme permettra également aux pays de maintenir une politique contra-cycliques à court terme. Cet engagement doit prévoir des plans concrets visant à mettre fin aux mesures de dépenses et aux allègements fiscaux récemment adoptés.

De même, la politique monétaire accommodante de la région reste globalement adaptée à court terme, face à une croissance inférieure au niveau tendanciel et à des écarts de production négatifs, une modération de l'évolution des prix des produits alimentaires et énergétiques et un affaiblissement de l'économie mondiale. Cependant, à mesure que l'économie se redressera, il faudra normaliser la politique monétaire pour éviter que les hausses de salaires récentes et les renchérissements passés des produits alimentaires ne produisent des effets inflationnistes de second tour. Il pourrait être nécessaire de relever les taux directeurs plus tôt si les tensions sur les réserves internationales persistaient dans les pays à régime de change fixe; en Égypte, il pourrait être opportun d'assouplir le régime de change. À moyen terme, et en fonction des circonstances particulières à chaque pays, on pourrait développer la panoplie d'instruments de politique monétaire en abandonnant progressivement l'utilisation du taux de change comme point d'ancrage nominal. On donnerait ainsi à la politique monétaire davantage de marge de manœuvre pour maintenir la stabilité des prix, les taux de change pouvant s'adapter aux chocs réels et contribuer à préserver la compétitivité.

Les risques baissiers d'origine extérieure ont nettement augmenté au cours des derniers mois, compte tenu des inquiétudes grandissantes suscitées par les faiblesses persistantes du secteur financier et la viabilité de la dette souveraine des économies avancées. Par rapport aux anticipations du printemps 2011, on estime nettement plus probable que la croissance des économies avancées s'affaiblisse davantage et que les risques extrêmes se matérialisent en Europe³. Les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP, en particulier au Maghreb, subirait les effets d'une dégradation de la conjoncture en Europe (encadré 2.2), victimes d'une contagion se manifestant dans le secteur réel via les échanges, le tourisme, les IDE et les envois de fonds; l'un de ces effets serait de rendre plus coûteux les financements extérieurs. Les retombées dans le secteur financier ont été limitées jusqu'à présent, mais pourraient se faire sentir si la crise s'étendait à des pays du cœur de la zone euro. Au lendemain du Printemps arabe, la plupart des pays ont déjà utilisé leur marge budgétaire et

³Voir FMI, *Perspectives de l'économie mondiale*, septembre 2011.

leur volant de réserves internationales pour parer à la dégradation de l'économie et ont beaucoup moins de latitude pour réagir à des chocs futurs.

Toujours est-il qu'à ce stade les plus grands risques baissiers auxquels sont confrontés les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP sont liés à l'avenir des politiques nationales et au climat d'incertitude politique qui règne dans certains pays. Tout retard dans la stabilisation de la situation politique et la mise en œuvre des réformes va continuer d'inquiéter les investisseurs et pénaliser la croissance, tout en augmentant le coût d'emprunt et la dette publique. Du côté positif, des élections crédibles et dans les délais prévus en Égypte et en Tunisie, la résolution du conflit en Syrie ainsi que des signaux rapides d'un engagement à procéder à de vastes réformes de façon transparente et convaincante pourraient avoir d'importantes conséquences positives dans la région.

Vers une croissance solidaire

Il ne sera pas aisé de maintenir la stabilité macroéconomique et de satisfaire les demandes grandissantes de la population. Compte tenu des risques considérables qui pèsent sur la reprise mondiale, de la hausse des coûts d'emprunt sur les marchés internationaux et de la diminution des entrées de capitaux, les tensions peuvent être en partie atténuées en faisant appel à un financement budgétaire et extérieur de sources officielles. Cette aide peut contribuer à conserver des réserves pour protéger contre d'autres chocs, réduire les tensions sur le crédit intérieur et les taux d'intérêt et atténuer les pressions budgétaires en faveur des dépenses sociales. Les partenaires régionaux et internationaux — comme dans le cadre du récent partenariat de Deauville — peuvent aider à formuler et appliquer un programme de réformes grâce à une assistance technique, un allègement de la dette et des financements concessionnels.

Les réformes doivent notamment porter sur les grands domaines suivants :

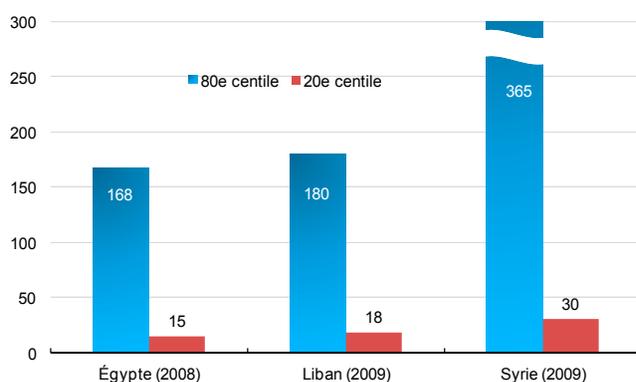
Marchés de l'emploi. En réduisant les rigidités des marchés de l'emploi, on peut créer des emplois et diminuer le chômage — qui est particulièrement élevé chez les jeunes — dans les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP⁴. Une réforme des systèmes d'éducation permettra de développer le vivier de travailleurs qualifiés dont a besoin le secteur privé et d'ouvrir de meilleures perspectives d'investissement dans le capital humain, favorisant ainsi la mobilité sociale. Si l'on diminue la pression fiscale et réglementaire sur les marchés des produits et de l'emploi et l'on accroît la qualité des institutions et de la gouvernance, on peut réduire la taille de l'économie informelle et généraliser la croissance à l'ensemble de la société. Les travailleurs jouiront ainsi d'une protection sociale, de prestations et de perspectives de carrière meilleures (annexe 2.1).

Climat des affaires et accès aux services publics. Il sera important d'améliorer le climat des affaires de la région pour réduire le coût de la pratique des affaires et accroître la compétitivité⁵. À cet effet, il sera crucial non seulement d'améliorer la législation de base,

⁴Voir FMI, octobre 2010 et avril 2011, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.

⁵Voir FMI, octobre 2010, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.

Graphique 2.14
Toutes les entreprises ne sont pas créées égales
 (Nombre de jours pour obtenir un permis d'exploitation)



Source : Banque mondiale et Banque européenne pour la reconstruction et le développement, *Business Environment and Enterprise Performance Survey (BEEPS)*.

mais aussi de réduire l'écart entre cette législation et son application, de façon à rendre l'accès aux services publics plus équitable. L'expérience sur le terrain révèle des différences notables dans l'accès aux services publics. Ainsi, en Égypte, un cinquième des entreprises peuvent attendre près de six mois pour obtenir un permis d'exploitation, alors que d'autres peuvent le recevoir en deux semaines environ (graphique 2.14 et annexe 2.2).

Accès aux services financiers et commerce extérieur. En améliorant le gouvernement d'entreprise et la communication d'informations et en développant les circuits des marchés financiers, les entreprises, et surtout les PME, auront plus de chances d'accéder au crédit et d'attirer les investissements⁶. En outre, la région MOANAP doit exploiter davantage le commerce extérieur, qui est un moteur de croissance, en particulier en rendant les régimes commerciaux moins restrictifs. Il faut poursuivre les efforts visant à diversifier à la fois la composition et la destination des exportations, afin de mieux s'intégrer aux marchés émergents à croissance plus rapide.

Les gouvernements de la région doivent mettre mieux en valeur ses nombreux atouts : une population jeune et dynamique, de considérables ressources naturelles, un vaste marché régional et une situation géographique avantageuse, proche de la zone euro. Bien que la région soit confrontée à des difficultés à court terme, en agissant sur tous les fronts de la réforme elle pourra relever les niveaux de vie et donner un accès plus équitable aux débouchés économiques à moyen et à long terme.

⁶Voir FMI, mai 2010, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.

Encadré 2.4

Qui profite des subventions à l'énergie? Données sur la Jordanie et la Mauritanie

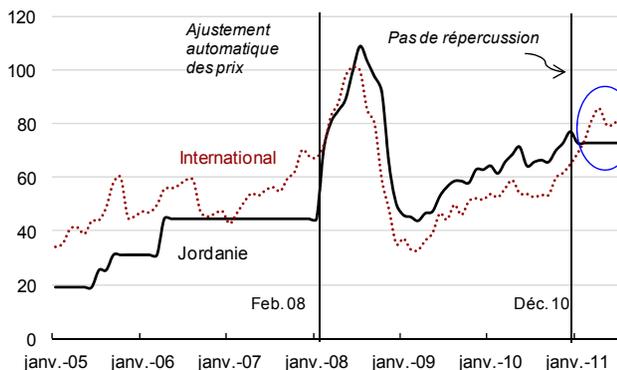
Dans un climat régional de tensions sociales et politiques accrues, les subventions à l'énergie ont fortement augmenté en Jordanie et en Mauritanie après la dernière flambée des cours internationaux du pétrole. En Jordanie, les subventions aux carburants devraient s'accroître de ½ % environ du PIB en 2010 à près de 2 % du PIB en 2011, en raison de l'effet de la hausse des cours internationaux sur les dispositifs existants de subventions au gaz de pétrole liquéfié et de la décision que les autorités ont prise au début de 2011 de geler le prix des carburants et de cesser d'appliquer le mécanisme d'ajustement automatique des prix mensuel adopté en 2008 (graphique 1). De même, en Mauritanie, le gouvernement a augmenté les subventions aux prix et les transferts, les portant de 2¾ % du PIB en 2010 à 5½ % du PIB en 2011. Plus de la moitié des augmentations venait des subventions aux prix du gaz, de l'électricité et des carburants.

Les subventions existantes généralisées (non ciblées) aux prix de l'énergie

profitent de façon disproportionnée aux plus riches, car ceux-ci représentent une part relativement élevée de la consommation énergétique nationale. Une analyse des données provenant des enquêtes auprès des ménages réalisées en 2008 en Jordanie et en Mauritanie révèle ce qui suit :

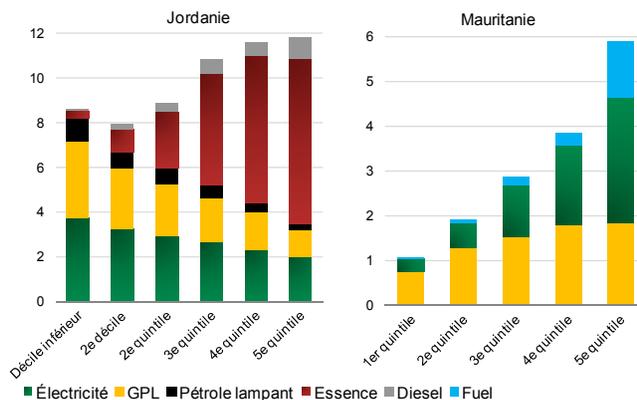
- Les subventions aux carburants représentent près de 8 % des dépenses budgétaires en Mauritanie et 6 % en Jordanie.
- La part des produits énergétiques est inférieure dans le budget des ménages pauvres (graphique 2). Les ménages appartenant aux groupes aux plus faibles revenus ne

Graphique 1
Prix intérieurs du diesel en Jordanie
(cents de dollar par litre)



Sources : Ministère de l'énergie et des ressources minières de Jordanie; et U.S. Energy Information Administration.

Graphique 2
Dépenses en énergie selon le niveau de bien-être
(Pourcentage du total des dépenses)



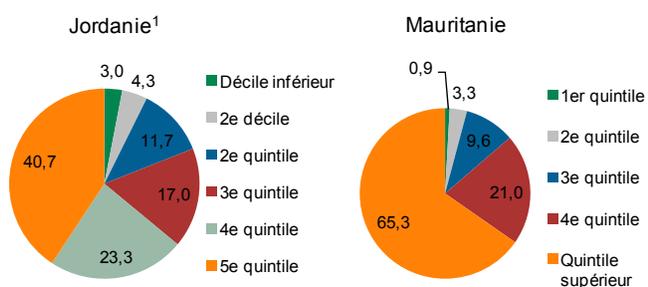
Source : estimations des services du FMI à partir d'informations tirées des enquêtes auprès des ménages de 2008 pour la Jordanie et la Mauritanie.
Note : Les quintiles de bien-être des ménages sont basés sur la consommation par habitant. GPL signifie gaz de pétrole liquéfié.

consomment pratiquement pas d'essence et, à mesure que le revenu augmente, la part des dépenses consacrées à l'essence s'accroît (elle fait plus que doubler en Jordanie).

- Les subventions à l'énergie favorisent les riches. Les avantages de ces subventions sont aujourd'hui distribués inégalement entre les ménages, et ils sont proportionnels à la somme dépensée par chaque ménage pour différents produits énergétiques. Ainsi, les 20 % de ménages les plus riches obtiennent 40 % des subventions en Jordanie et 65 % en Mauritanie. À l'inverse, les 20 % de ménages les plus pauvres en reçoivent moins de 7 % (graphique 3). Les subventions aux combustibles — destinées initialement à protéger le pouvoir d'achat des pauvres et de la classe moyenne — finissent donc par être fortement biaisées en faveur des ménages riches.

Les subventions aux combustibles sont un mécanisme coûteux d'assistance sociale aux ménages à faible revenu. En Jordanie, par exemple, il en coûte au budget environ 14 JOD pour distribuer 1 JOD de transferts, sous forme de subventions aux combustibles, au quintile présentant les revenus les plus bas. De même, en Mauritanie, sur 24 UM dépensés en subventions, 1 UM seulement parvient aux pauvres (les deux quintiles inférieurs). Dans les deux pays, il aurait été moins coûteux, et plus efficace, de distribuer les prestations de façon aléatoire.

Graphique 3
Part des avantages que procurent les subventions énergétiques



Source : estimations des services du FMI à partir des informations tirées de l'enquête auprès des ménages de 2008 pour la Jordanie et la Mauritanie.
¹Pour la Jordanie, la répartition des avantages tient compte des effets directs et indirects des subventions aux prix. Les effets indirects concernent l'impact des subventions énergétiques sur le prix des autres biens et services dans la production et distribution desquels interviennent des produits énergétiques.

Annexe 2.1. Pays importateurs de pétrole de la région MOAN : lutter contre l'économie informelle et favoriser l'inclusion

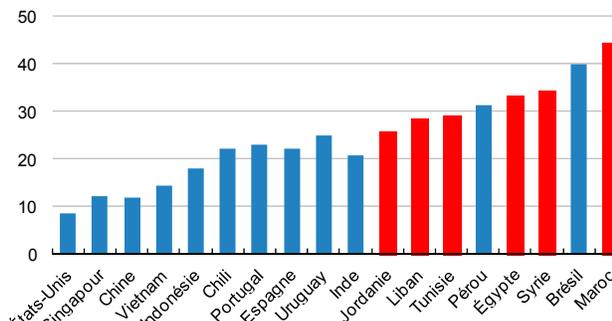
Le secteur informel de l'économie des pays importateurs de pétrole de la région MOAN est vaste, ce qui a des conséquences négatives pour les travailleurs, dont la protection sociale et les perspectives de carrière sont faibles ou nulles, et va à l'encontre de l'intégration. Pour réduire l'activité informelle et favoriser une croissance solidaire, les gouvernements doivent améliorer le climat des affaires; assouplir les rigidités du marché du travail; réduire la pression fiscale; permettre aux travailleurs du secteur informel d'améliorer leurs compétences et créer un climat propice à l'égalité des chances pour l'ensemble des travailleurs et des entreprises.

Quelle est la taille des économies informelles de la région?

Le secteur informel est vaste dans tous les pays importateurs de pétrole de la région MOAN. La taille de l'économie informelle dans ces pays (en part du PIB du secteur formel, mesuré officiellement) est importante. Elle l'est aussi lorsqu'on la compare avec d'autres pays émergents, puisque, d'après les estimations, elle va de 26 % en Jordanie et de 30 % environ au Liban et en Tunisie à 34 % environ en Égypte et en Syrie, et à 44 % au Maroc (graphique 1)¹.

Le fait que la taille de l'économie informelle soit si importante signifie que de nombreux travailleurs des pays importateurs de pétrole de la région MOAN ont peu de protection sociale ou d'avantages liés à l'emploi, voire aucun; cette situation nuit à l'intégration au marché de l'emploi. D'après les Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale les plus

Graphique 1
Taille de l'économie informelle
(Pourcentage du PIB, 2008)



Sources : Pour les pays de la région MOAN et d'Amérique latine, estimations des auteurs; voir note 1 du corps du texte pour la méthodologie. Pour tous les autres pays, les estimations sont tirées de Schneider *et al.* et portent sur 2007.

Annexe préparée par Yasser Abdih et Jiwon Kim.

¹On estime la taille de l'économie informelle à l'aide d'un modèle à indicateurs multiples et à causes multiples (MIMIC), généralement utilisé dans les travaux de recherche (voir Friedrich Schneider, Andreas Buehn et Claudio Montenegro, 2010, «New Estimates for the Shadow Economies All Over the World», *International Economic Journal*, 24:4, pages 443–61). En étudiant les indicateurs mesurables et les facteurs déterminants de l'économie informelle, le modèle MIMIC obtient une estimation de sa taille. À partir d'études antérieures dans ce domaine, les indicateurs mesurables de l'économie informelle sont notamment la monnaie fiduciaire par rapport à la monnaie au sens large et le travail indépendant par rapport au travail total; les facteurs mesurables sont les indices qui représentent la charge réglementaire sur les marchés des produits et du travail, la pression fiscale et la qualité des institutions.

récents², 43 % de la population active en Égypte et 51 % en Tunisie ne cotise pas à un régime de retraite. Les chiffres pour la Jordanie et le Liban sont de 62 % et 67 %, respectivement. En Syrie et au Maroc, plus de 70 % de la population active n'est pas couverte par un régime de retraite.

Qu'est-ce qui attire les travailleurs et les entreprises dans l'économie informelle?

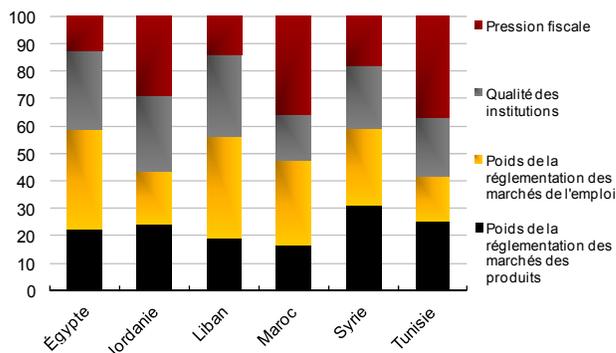
Une charge réglementaire excessive sur les marchés des produits et du travail, une pression fiscale trop forte et la faible qualité des institutions ou de la gouvernance sont autant de facteurs qui attirent les travailleurs et les entreprises de la région dans l'économie informelle. Des réglementations contraignantes sur les marchés des produits (sous forme par exemple de procédures longues, coûteuses et complexes pour créer et gérer une entreprise), une réglementation du travail rigide et un coût de la main-d'œuvre élevé (comme des salaires minimums supérieurs à la productivité et des indemnités de licenciement coûteuses) et de lourds impôts ont accru les coûts de fonctionnement dans l'économie formelle et ont ainsi fortement incité les travailleurs et les entreprises à opérer de façon informelle afin de les éviter.

Ils y sont d'autant plus incités lorsque la qualité des institutions est faible. Ceci peut prendre la forme de services publics de mauvaise qualité, ou d'une application insuffisante des réglementations. Ainsi, un système judiciaire peu capable de résoudre les conflits et d'assurer l'application des contrats réduit l'intérêt d'appartenir à l'économie formelle (ou le coût d'opportunité de l'informalité), et par conséquent incite davantage les travailleurs et les entreprises à fonctionner de façon informelle. La faible qualité des institutions peut aussi prendre la forme de la corruption, qui peut restreindre l'accès aux services publics à quelques privilégiés, ou avantager quelques grandes entreprises «protégées» ou «bien placées» aux dépens de nombreuses petites entreprises (ce qui diminue les avantages du secteur formel). La corruption peut également réduire les coûts du secteur informel — les entreprises

informelles pouvant, par exemple, payer des pots-de-vin pour éviter de lourdes amendes ou des sanctions lorsqu'elles sont découvertes. Quoiqu'il en soit, la corruption incite à fonctionner dans l'économie informelle.

Le plus souvent, dans les pays importateurs de pétrole de la région MOAN, le fardeau réglementaire sur le marché des produits, la qualité des institutions et la pression fiscale expliquent chacun en moyenne 24 % environ de la taille de l'économie

Graphique 2
Contribution des déterminants de la taille du secteur informel
(Pourcentage)



Sources : estimations des auteurs. Voir notes 1 et 3 dans le corps du texte.

²Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, septembre 2011.

informelle. Les rigidités du marché de l'emploi en sont responsables pour 28 % en moyenne (graphique 2)³.

Si l'on compare les facteurs déterminants dans les différents pays, on observe que la pression fiscale semble particulièrement importante au Maroc et en Tunisie (graphique 2). Ces deux pays ont un taux élevé d'impôt sur les sociétés, à 30 % environ, nettement au-dessus de la moyenne des pays en développement qui se situe à 20 % environ⁴. Au Maroc, une enquête sur les petites entreprises a révélé que la forte pression fiscale constituait l'obstacle le plus notable à l'entrée dans le secteur formel. Plus de 50 % des chefs d'entreprises interrogés indiquaient que le montant des impôts était la principale raison pour laquelle ils n'immatriculaient pas leur entreprise.

Parmi les autres facteurs déterminants, la rigidité de la réglementation du marché du travail semble jouer pour beaucoup en Égypte, au Liban, au Maroc et en Syrie. En effet, les données tirées d'enquêtes sur les entreprises montrent qu'au niveau mondial, c'est dans ces pays que le pourcentage d'entreprises qui indiquent que la réglementation du travail constitue une contrainte majeure à leurs activités est, en moyenne, le plus élevé⁵. En Égypte, par exemple, les règles en matière de licenciement sont trop coûteuses— les indemnités de licenciement pour les employés en place sont équivalentes à 132 semaines du salaire final (y compris le coût du préavis obligatoire). En Syrie et au Maroc, ces indemnités représentent l'équivalent de 80 semaines et 85 semaines, respectivement⁶, soit beaucoup plus que la moyenne de 39 semaines pratiquée dans la région Asie de l'Est et Pacifique et de 26 semaines dans le monde développé⁷. Ces coûts de licenciement élevés entravent le développement de l'emploi dans le secteur formel et poussent les entreprises à fonctionner entièrement dans l'économie informelle, ou alors les incitent à employer des travailleurs de façon informelle afin d'éviter ces coûts.

Que peuvent faire les gouvernements?

Les obstacles à la formalité des entreprises et des travailleurs sont autant de freins à une croissance solidaire. Pour les supprimer, les gouvernements doivent :

Améliorer le climat des affaires et créer des conditions d'égalité des chances pour tous. Les pouvoirs publics doivent s'attacher à améliorer le cadre réglementaire qui régit les entreprises — et notamment simplifier les règles applicables à l'entrée sur le marché et

³Pour calculer le rôle de chaque variable explicative (facteur déterminant) dans la taille de l'économie informelle, nous multiplions le coefficient estimé de la variable explicative à partir du modèle MIMIC par sa valeur, puis nous le divisons par la taille estimée de l'économie informelle. Voir aussi la note 1.

⁴Roberta Gatti, Diego Angel-Urdinola, Joana Silva et Andras Bodor, 2011, *Striving for Better Jobs: The Challenge of Informality in the Middle East and North Africa* (Washington, Banque mondiale).

⁵Voir FMI, octobre 2010, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale.

⁶Banque mondiale, 2008, *Doing Business 2009* (Washington).

⁷Navtej Dhillon et Tarik Yousef (directeurs de publication), 2009, *Generation in Waiting: The Unfulfilled Promise of Young People in the Middle East* (Washington, Brookings Institution Press).

réduire les coûts de conformité — tout en créant un climat propice à une application plus juste de la réglementation. Cette approche est non seulement favorable à l'investissement et à la croissance, mais est également propice à l'intégration, car elle permet à toutes les entreprises et à tous les travailleurs de se faire concurrence équitablement.

Réformer les institutions du marché de l'emploi. Une réglementation du marché de l'emploi trop restrictive dans la région entrave la création d'emplois dans le secteur formel, contribue à pousser les entreprises et les travailleurs dans l'économie informelle et renforce la segmentation du marché de l'emploi, le résultat étant que les travailleurs du secteur formel bénéficient d'une protection alors que ceux du secteur informel en ont peu ou aucune. Les pouvoirs publics doivent donc s'efforcer d'assouplir ces réglementations par trop rigides pour parvenir à davantage de conformité et améliorer la situation de l'emploi, et dans le même temps préserver le droit de négociation collective et mettre en place des systèmes de protection sociale efficaces afin de mieux préserver les revenus et la mobilité d'emploi de tous les travailleurs.

Réduire la pression fiscale. Réduire le taux d'imposition des sociétés (lorsqu'il est élevé) et simplifier la réglementation fiscale, par exemple, contribueraient à renforcer la formalité et pourrait d'ailleurs également accroître les recettes fiscales, comme le montre le cas de l'Égypte et du Brésil⁸. À cela trois raisons, qui ont toutes pour effet d'élargir l'assiette de l'impôt. Premièrement, ces réformes inciteront les entreprises existantes du secteur informel à s'officialiser et par conséquent à payer des impôts. Deuxièmement, les entreprises existantes du secteur formel seront davantage encouragées à investir et à gagner plus de revenus, ce qui est également propice à la croissance. Enfin, les nouvelles entreprises auront plus intérêt à fonctionner dans l'économie formelle.

Permettre aux travailleurs du secteur informel d'améliorer leurs compétences. En règle générale, les programmes de formation de la région s'adressent aux chômeurs, à juste titre puisqu'ils constituent un groupe vulnérable de la société. Mais de nombreux travailleurs du secteur informel sont tout aussi vulnérables et, dans certains cas, sont moins bien lotis que certains chômeurs. Ainsi, des données microéconomiques sur l'Égypte semblent indiquer que, de façon générale, le chômage augmente avec le revenu des ménages⁹. Ceci pourrait signifier que les personnes appartenant à des ménages relativement aisés ont des salaires de réserve plus élevés — car elles sont aidées par leur famille — et peuvent donc tolérer une période de chômage plus longue pour chercher un emploi mieux rémunéré. En revanche, à compétences analogues, les travailleurs appartenant à des ménages plus pauvres accepteront généralement des emplois moins bien payés dans le secteur informel. Par conséquent, tout programme de croissance solidaire doit permettre à tous les groupes vulnérables de la société — y compris les travailleurs du secteur informel — d'améliorer leurs compétences.

⁸Voir la note 4.

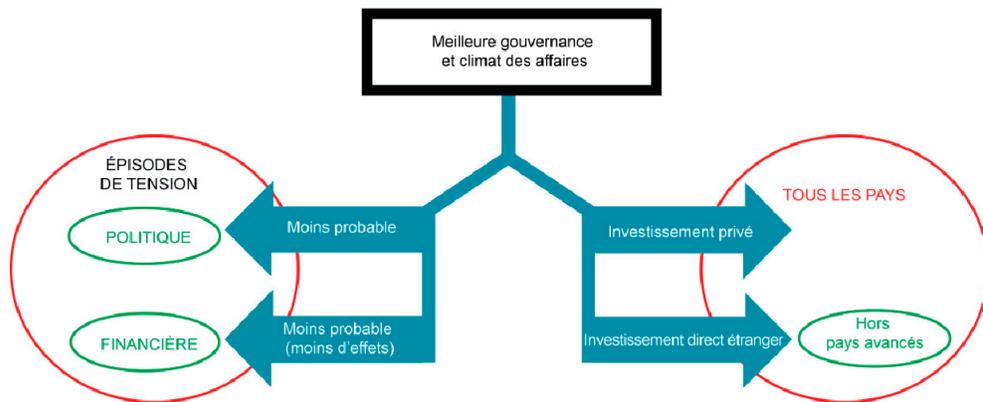
⁹Voir la note 4.

Annexe 2.2. La gouvernance et le climat des affaires dans la région MOANAP

Les pays de la région MOANAP sont en retard en matière de qualité de la gouvernance et n'ont guère enregistré d'améliorations sur ce plan au cours des dix dernières années. Alors que, durant la même période, les réformes du climat des affaires ont permis à beaucoup d'entre eux de remonter dans le classement mondial, un décalage notable persiste entre le texte des lois et réglementations et leur mise en application concrète, et l'accès inégal aux services, notamment ceux fournis par le secteur financier, demeure un obstacle majeur. Un marché de l'emploi plus efficient permettrait d'améliorer le climat des affaires et contribuerait à résoudre le problème du chômage qui menace la région MOANAP.

Graphique 1

Climat des affaires et gouvernance : liens avec l'investissement et les épisodes de tension



Source : voir note 2 dans le texte.

Un bon climat des affaires et une bonne gouvernance favorisent à la fois une croissance solidaire et la stabilité macroéconomique. Il faut pour cela une action transparente et prévisible des pouvoirs publics, un souci d'efficacité et un accès équitable aux ressources et aux services publics.

Les travaux empiriques montrent qu'il existe un lien entre la bonne gouvernance et l'investissement (graphique 1). Des analyses récentes révèlent qu'une meilleure gouvernance est liée à une plus grande part d'investissement privé dans l'investissement total — signe d'un « vote de confiance » — et à davantage d'investissement direct étranger¹. Une meilleure gouvernance va également de pair avec une diminution des épisodes de tensions, en particulier politiques².

Annexe préparée par Mark Horton, à partir des travaux de Carlos Caceres, Mark Horton, Nadeem Ilahi, Anna Kochanova, Kamal Krishna et Chunfang Yang.

¹Le FMI a pour mission d'étudier les questions de gouvernance lorsque celles-ci ont d'importantes conséquences macroéconomiques, ou limitent la capacité d'un gouvernement à mener des politiques propres à assurer la viabilité externe et une croissance durable.

²Voir Carlos Caceres et Anna Kochanova, «Investment Promotion and the Role of Governance» et «Country Stress Events: Does Governance Matter?», documents de travail du FMI (à paraître).

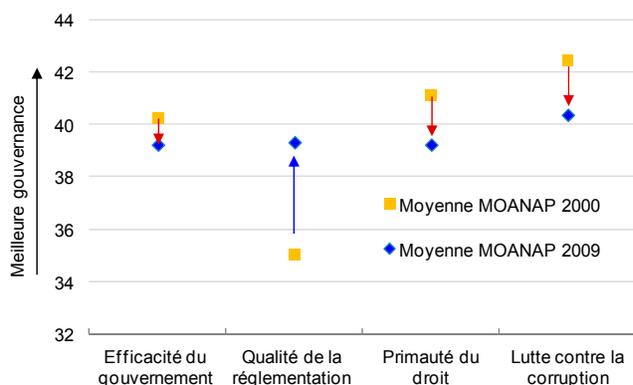
Gouvernance : de graves faiblesses et des possibilités d'amélioration

La plupart des pays de la région MOANAP sont mal classés sur les classements de la gouvernance au niveau mondial, et il semble que leur situation se soit détériorée au cours des dix dernières années. Dans l'ensemble, les pays de la région sont situés en dessous du 50^e percentile sur de nombreux thèmes couverts par les *Indicateurs mondiaux de la gouvernance* (WGI) de la Banque mondiale³. Depuis quelques années, juste quelques pays de la région MOANAP seulement — Jordanie, Arabie saoudite, Tunisie et certains pays du Golfe — se

sont classés au-dessus du 50^e percentile pour certains sous-indicateurs des WGI. Peu d'améliorations ont été enregistrées en 2000–09, période durant laquelle seule la qualité du cadre réglementaire s'est améliorée de façon sensible, tandis que les scores obtenus pour d'autres sous-indicateurs ont diminué ou sont restés inchangés (graphique 2).

Une analyse comparative de plusieurs pays révèle une relation positive entre une bonne gouvernance et de bons résultats macroéconomiques. Si l'on compare les sous-indicateurs *efficacité des pouvoirs publics* et *qualité du cadre réglementaire* des WGI avec le revenu par habitant et la notation du crédit souverain, on observe qu'ils sont clairement associés : les pays dotés d'une bonne gouvernance présentent également un revenu plus élevé et une notation plus forte (graphiques 3 et 4). Il est intéressant de constater que plusieurs pays de la région MOANAP riches en hydrocarbures se distinguent dans ce type de comparaisons — ils obtiennent une notation supérieure à celle que l'on serait en droit d'attendre au vu de l'efficacité de leurs pouvoirs publics et de la qualité de leur cadre réglementaire (graphique 4). Ceci semble indiquer qu'il est possible pour ces pays de continuer à investir afin de réaliser les améliorations institutionnelles nécessaires pour accroître le dynamisme de l'économie en dehors du secteur des hydrocarbures.

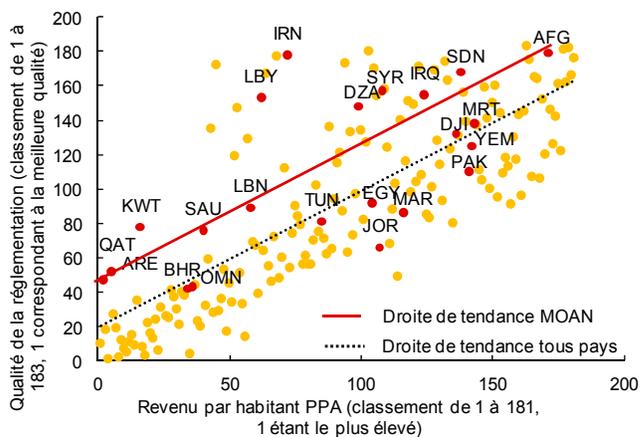
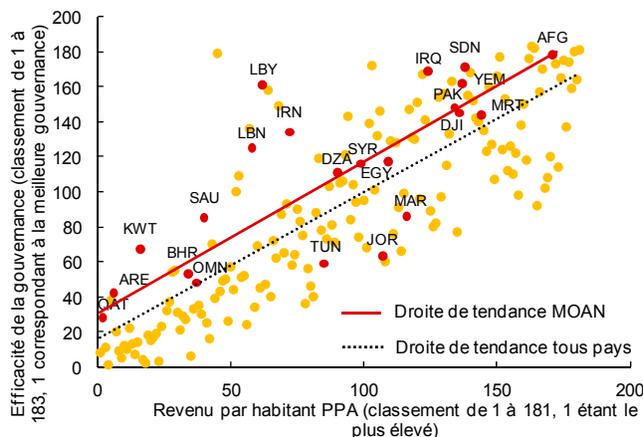
Graphique 2
Gouvernance
(Centile, 2000 et 2009)



Source : Banque mondiale, Worldwide Governance Indicators.

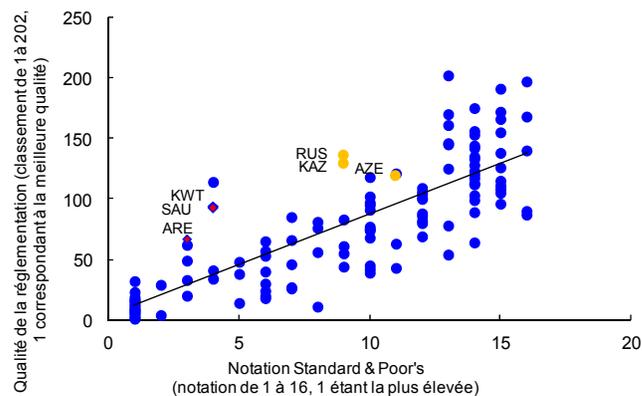
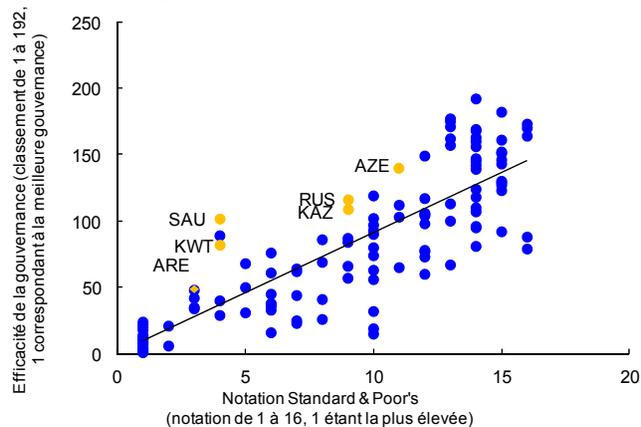
³Cette annexe s'inspire en grande partie des WGI, qui sont généralement considérés comme étant sans doute les indicateurs les plus exhaustifs de la qualité de la gouvernance. Comme «indicateurs d'indicateurs», ils regroupent un grand nombre d'indicateurs d'évaluation de la gouvernance (à la fois *de jure* et *de facto*) qui sont du domaine public. Ils décomposent la gouvernance en six grands sous-indicateurs thématiques : efficacité des pouvoirs publics, qualité du cadre réglementaire, lutte contre la corruption, primauté du droit, représentation et responsabilisation et stabilité politique/absence de violence. Voir <http://info.worldbank.org/governance/wgi/index.asp>.

Graphique 3
Indicateurs de gouvernance et revenu par habitant



Sources : Banque mondiale, Worldwide Governance Indicators, 2009; et FMI, avril 2011 *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 4
Indicateurs de gouvernance et notations de crédit souverain¹



Sources : Standard & Poor's, 2011; Banque mondiale, Worldwide Governance Indicators, 2009.

¹Les pays au-dessus de la droite de tendance ont une cote de crédit supérieure à celle qui découlerait de leurs indicateurs de gouvernance.

Climat des affaires : il reste de nombreux défis

Plusieurs pays de la région MOANAP sont bien placés sur les classements du climat des affaires au niveau mondial, encore que certains autres figurent parmi les plus mal classés. D'après le rapport *Doing Business* (DB) de la Banque mondiale et le *Global Competitiveness Indicator* (GCI) du Forum économique mondial, les pays de la région MOANAP sont particulièrement bien classés. L'Arabie saoudite, le Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar sont tous placés au-dessus du 50^e percentile, d'après DB (graphique 5)⁴, mais plusieurs pays de la région

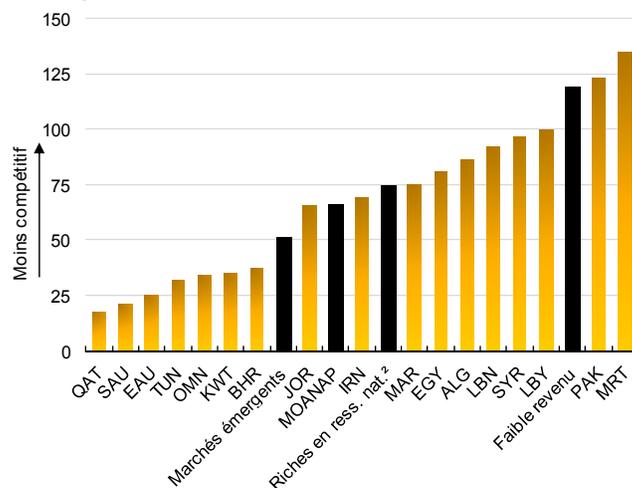
⁴Les classements de *Doing Business* couvrent le cadre réglementaire au regard de neuf grandes étapes nécessaires pour créer, gérer et fermer une entreprise (www.doingbusiness.org). Le *Global Competitiveness Indicator* classe les pays selon 12 «piliers» de compétitivité, notamment les institutions, les infrastructures, la situation macroéconomique, l'efficacité des marchés financiers, des biens et du travail, la santé et l'éducation et l'innovation (www.weforum.org).

MOANAP figurent dans la partie inférieure du classement — le Pakistan et la Libye faisant partie de ceux décrits comme ayant le climat des affaires le plus difficile.

Le classement du climat des affaires des pays de la région MOANAP ne rend pas toujours pleinement compte de la situation. Certains indicateurs du climat des affaires, comme ceux de *Doing Business*, reposent sur une évaluation des règles et des règlements et ne restituent pas nécessairement bien le climat réel des affaires si les expériences sur le terrain sont différentes. Les réponses des entreprises — qui sont un moyen utile de vérifier si les règles et les règlements applicables aux activités commerciales fonctionnent bien dans la pratique, ou s’il faut renforcer leur mise en œuvre — font apparaître un décalage notable au niveau de la mise en œuvre dans plusieurs pays de la région MOANAP⁵. Ainsi, alors que les règles et les règlements indiquent que les nouvelles entreprises doivent normalement attendre 15 à 20 jours au Liban et en Syrie pour obtenir un permis d’exploitation, les entreprises indiquent que, dans la pratique, elles souffrent de longs retards et l’entreprise médiane attend entre 60 et 90 jours (graphique 6).

Cet écart entre les règles et la pratique pourrait permettre de mieux comprendre pourquoi des pays qui jouissent apparemment d’un bon climat des affaires ou d’une bonne gouvernance, et qui ont sensiblement amélioré leur classement ces dernières années, ont récemment subi certaines tensions.

Graphique 5
Classement de la région MOAN dans les indicateurs de compétitivité mondiale du WEF¹

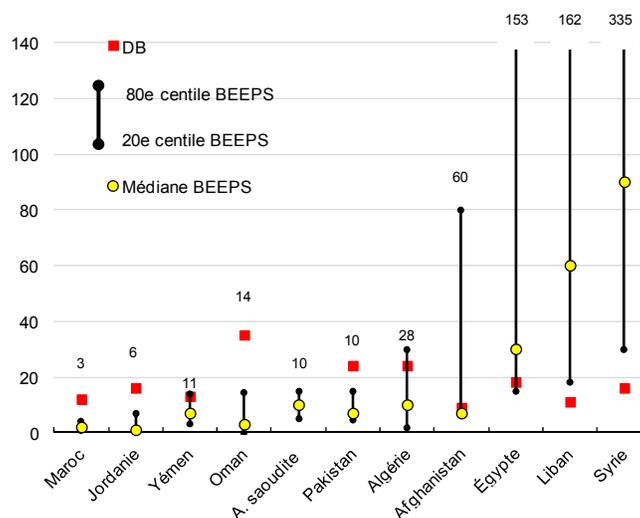


Sources : World Economic Forum, *Global Competitiveness Indicators Report, 2010–2011*.

¹Au total 17 pays de la région MOAN entrent dans le *Global Competitiveness Report*, à l'exclusion de l'Afghanistan, de Djibouti, de l'Iraq, du Soudan et du Yémen.

²Les 41 pays riches en ressources naturelles inclus dans l'indice de 2010 du Revenu Watch Institute.

Graphique 6
Nombre de jours nécessaires pour obtenir un permis d'exploitation (entreprises)
(Différence 80e–20e centile)

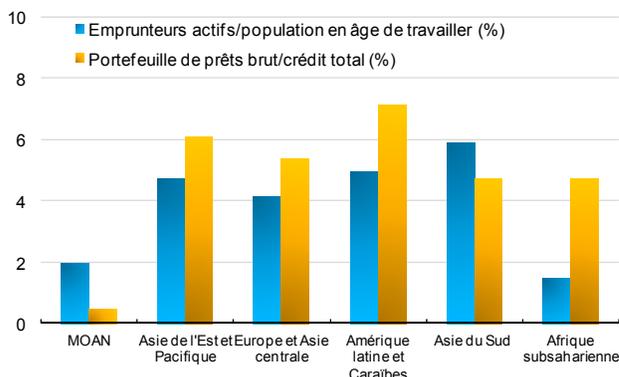


Sources : Banque mondiale et Banque européenne pour la reconstruction et le développement, Business Environment and Enterprise Performance Survey (BEEPS); Banque mondiale, Doing Business (DB) Survey.

Note : Période 2003–10; les données de chaque pays correspondent à des années différentes.

⁵Les données sont tirées des enquêtes *Business Environment and Enterprise Performance Surveys* (BEEPS) de la Banque mondiale et de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Graphique 7
Microfinance par région



Source : Douglas Pearce, 2011, "Financial Inclusion in the Middle East and North Africa", Policy Research Working Paper 5610, Banque mondiale.

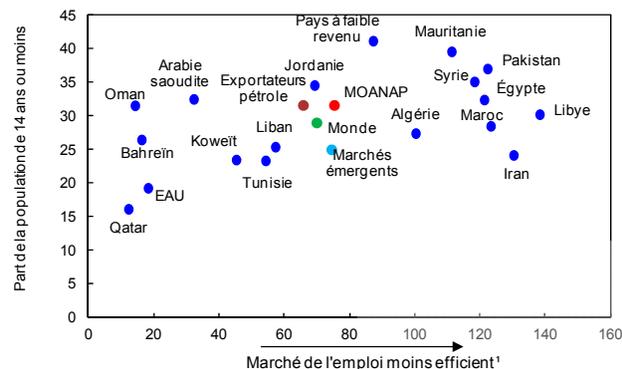
d'un an ou plus. Des retards de six mois ou davantage sont également évidents en Égypte et au Liban (graphique 6). Ces écarts indiquent que les conditions ne sont pas identiques pour tous dans les pays de la région MOANAP, en particulier s'agissant des entreprises «en marge» du système et qui sont, très vraisemblablement, les petites entreprises et celles qui font partie du secteur moins formel.

L'inégalité d'accès est également évidente dans le secteur financier. Alors que l'encours des crédits au secteur privé dans les pays de la région MOANAP (par rapport au PIB) est généralement élevé si on le compare à celui d'autres groupes de pays et d'autres régions (à l'exception des pays de l'OCDE et de l'Asie de l'Est), les petites et moyennes entreprises des pays de la région MOANAP ont, de façon disproportionnée, peu accès aux financements⁶.

Les banques de la région MOANAP tendent à desservir un groupe restreint de clients, notamment le secteur public et les grandes entreprises, et les prêts de faveur sont généralisés — le ratio d'endettement des 20 plus gros prêts par rapport aux fonds propres des banques est près de quatre fois plus élevé dans les pays de la région MOANAP qu'en Amérique du Nord. De plus, les pays de la MOANAP sont également mal classés en ce qui a trait au microcrédit (défini comme étant le crédit dont l'encours moyen est inférieur à trois fois le revenu par habitant) et, dans la région MOANAP, le portefeuille de microcrédits, en termes bruts, est très

L'application inégale des règles et des règlements met en évidence les problèmes d'«arbitraire», de manque d'intégration et d'inégalité d'accès dans le climat des affaires des pays de la région MOANAP. Outre l'écart considérable entre le climat des affaires *de jure* et *de facto*, il existe également de grandes disparités dans l'expérience des entreprises au sein d'un même pays. En Syrie, par exemple, alors qu'une entreprise médiane peut obtenir un permis en moins de 100 jours, pour un cinquième des entreprises, ce délai peut être

Graphique 8
Efficience du marché de l'emploi et jeunes



Sources : World Economic Forum, *Global Competitiveness Report 2010-2011* et Banque mondiale, *Indicateurs de développement dans le monde 2009*.

¹ Comprend la coopération employeurs-employés, la flexibilité salariale, la rigidité de l'emploi, les pratiques d'embauche et de licenciement, les coûts de licenciement, la rémunération et la productivité, et le recours à une gestion professionnelle.

⁶Voir Roberto R. Rocha, Zsofia Arvai et Subika Farazi, 2011, *Financial Access and Stability: A Road Map for the Middle East and North Africa* (Washington, Banque mondiale).

inférieur en part du crédit total à celui d'autres régions (graphique 7)⁷.

Il faudrait également que les réformes du climat des affaires s'attaquent à l'une des principales difficultés de la région MOANAP : le manque de débouchés professionnels pour ses nombreux jeunes. Les indicateurs du climat des affaires permettent de mieux comprendre le fonctionnement des marchés de l'emploi dans la région et révèlent que de nombreux pays se situent en bas du classement de l'efficacité du marché du travail⁸. Si l'on examine l'efficacité du marché du travail et la part de la population âgée de moins de 14 ans, on constate la gravité du problème auquel certains pays de la région MOANAP sont confrontés pour absorber de nouveaux demandeurs d'emploi (graphique 8). C'est en Égypte, en Libye, en Mauritanie, au Pakistan et en Syrie que le problème se pose avec plus d'acuité.

⁷Voir Douglas Pearce, «Financial Inclusion in the Middle East and North Africa: Analysis and Roadmap Recommendations», Background Paper, MENA Financial Sector Flagship Report, Banque mondiale (à paraître).

⁸Un indicateur modifié de l'efficacité du marché du travail a été construit à l'aide des sous-indicateurs suivants du *Global Competitiveness Report* du Forum économique mondial : coopération employeurs-employés, flexibilité salariale, rigidité de l'emploi, pratiques en matière d'embauche et de licenciement et salaires et productivité.

Principaux indicateurs économiques : pays importateurs de pétrole de la région MOANAP

	Moyenne						Projections	
	2000-05	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance du PIB réel	4,4	6,2	6,5	5,5	4,2	4,3	1,9	3,1
<i>(Variation annuelle en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. Islamique d'	...	5,6	13,7	3,6	20,9	8,2	7,1	7,2
Djibouti	2,4	4,8	5,1	5,8	5,0	3,5	4,8	5,1
Égypte	4,0	6,8	7,1	7,2	4,7	5,1	1,2	1,8
Jordanie	6,0	8,1	8,2	7,2	5,5	2,3	2,5	2,9
Liban	3,4	0,6	7,5	9,3	8,5	7,5	1,5	3,5
Maroc	4,4	7,8	2,7	5,6	4,9	3,7	4,6	4,6
Mauritanie	3,7	11,4	1,0	3,5	-1,2	5,2	5,1	5,7
Pakistan	5,0	5,8	6,8	3,7	1,7	3,8	2,6	3,8
République arabe syrienne	3,8	5,0	5,7	4,5	6,0	3,2	-2,0	1,5
Tunisie	4,4	5,7	6,3	4,5	3,1	3,1	0,0	3,9
Inflation des prix à la consommation	3,9	7,1	7,0	13,3	11,1	8,7	9,8	9,6
<i>(Moyenne annuelle en pourcentage)</i>								
Afghanistan, Rép. Islamique d'	...	7,2	8,6	30,5	-8,3	0,9	13,4	1,2
Djibouti	2,1	3,5	5,0	12,0	1,7	4,0	7,1	1,9
Égypte	4,7	7,6	9,5	18,3	11,7	11,4	11,2	11,0
Jordanie	2,1	6,3	4,7	13,9	-0,7	5,0	5,4	5,6
Liban	0,5	5,6	4,1	10,8	1,2	4,5	5,9	5,0
Maroc	1,5	3,3	2,0	3,9	1,0	1,0	1,5	2,7
Mauritanie	6,6	6,2	7,3	7,3	2,2	6,3	6,2	6,3
Pakistan	4,6	7,9	7,8	12,0	20,8	11,7	13,9	14,0
République arabe syrienne	2,7	10,4	4,7	15,2	2,8	4,4	6,0	5,0
Tunisie	2,7	4,1	3,4	4,9	3,5	4,4	3,5	4,0
Solde budgétaire des administrations publiques	-5,3	-4,8	-5,2	-5,4	-5,2	-6,0	-7,6	-6,7
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. Islamique d'	...	-3,1	-2,0	-4,3	-1,6	0,9	0,0	-1,8
Djibouti	-1,8	-2,4	-2,6	1,3	-4,6	-0,5	0,4	0,0
Égypte ¹	-9,9	-8,2	-7,3	-6,8	-6,9	-8,1	-9,9	-8,7
Jordanie ¹	-3,1	-3,5	-5,7	-5,5	-8,9	-5,4	-6,1	-5,9
Liban ¹	-15,3	-10,4	-10,8	-9,5	-8,2	-7,3	-7,8	-8,3
Maroc ¹	-5,2	-2,0	0,3	1,5	-1,9	-4,5	-5,8	-5,0
Mauritanie ^{1,2}	-6,6	35,8	-1,6	-6,5	-5,1	-1,9	-2,8	-3,8
Pakistan	-2,7	-3,7	-5,5	-7,3	-5,2	-5,9	-6,5	-5,3
République arabe syrienne	-2,1	-1,1	-3,0	-2,9	-2,9	-5,1	-11,0	-9,1
Tunisie	-2,6	-2,9	-2,8	-0,7	-2,6	-1,2	-4,1	-4,3
Solde des transactions courantes	-0,4	-1,3	-2,2	-4,4	-4,4	-3,3	-3,3	-3,8
<i>(Pourcentage du PIB)</i>								
Afghanistan, Rép. Islamique d'	...	-5,7	0,9	-1,6	-2,6	2,7	-0,8	-4,4
Djibouti	-0,4	-11,5	-21,4	-24,3	-9,1	-4,8	-10,8	-11,6
Égypte	1,6	1,6	2,1	0,5	-2,3	-2,0	-1,9	-2,2
Jordanie	0,0	-11,5	-16,8	-9,3	-3,3	-4,9	-6,7	-8,4
Liban	-15,2	-5,3	-6,8	-9,2	-9,7	-10,9	-14,7	-13,8
Maroc	2,2	2,2	-0,1	-5,2	-5,4	-4,3	-5,2	-4,0
Mauritanie	-18,8	-1,3	-17,2	-14,8	-10,7	-8,7	-7,5	-7,5
Pakistan	1,6	-3,9	-4,8	-8,5	-5,7	-2,2	0,2	-1,7
République arabe syrienne	-2,3	1,4	-0,2	-1,3	-3,6	-3,9	-6,1	-6,1
Tunisie	-3,0	-1,8	-2,4	-3,8	-2,8	-4,8	-5,7	-5,5

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services du FMI.

¹Administration centrale.

²Comprend les recettes pétrolières transférées au fonds pétrolier.